LE

NOUVEAU MONDE

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE

RÉDIGÉ

PAR

LOUIS BLANC.

---

6 FR. PAR AN POUR PARIS. — PROVINCE : 7 FR.

Numéro 3. — Septembre 1849.

PARIS,

BUREAU D'ABONNEMENT, 102, RUE RICHELIEU.

1849

En Vente le 25 Septembre, aux Bureaux du NOUVEAU MONDE.

ALMANACH
DU

NOUVEAU MONDE

POUR 1850,

Rédigé par les Proscrits républicains socialistes et les Écrivains dévoués à la cause du Peuple.

PRIX : 50 CENTIMES.

LISTE DES TRAVAUX INÉDITS QUE RENFERME L'ALMANACH DU NOUVEAU MONDE :

Catéchisme des Socialistes, par LOUIS BLANC, *ex-représentant du Peuple, exilé.*

Marche de la révolution dans l'histoire, par MARTIN BERNARD, *représentant du Peuple, exilé,*

Le Travail, chant des ouvriers, par ÉTIENNE ARAGO, *ex-représentant du Peuple, exilé.*

Les Croquemitaines de la révolution de 1848, par ÉTIENNE ARAGO, *ex-représentant du Peuple, exilé.*

Dernière Séance du Conseil général du département de la Seine, par LANDOLPHE, *représentant du Peuple, exilé.*

Les Superstitions des habitants de la campagne, par Mme GEORGES SAND.

Lettre inédite, par A. BARBÈS.

Les Sections de Paris, par LEDRU-ROLLIN, *représentant du Peuple, exilé.*

Une Arrestation sans mandat, par MARC CAUSSIDIÈRE, *ex-représentant du Peuple, exilé.*

Les Vœux d'un Soldat, par RATTIER, sergent au 48e de ligne, *représentant du Peuple, exilé.*

Les Tribunaux d'exception jugés par un grand juge.

Le Jésuitisme et le Socialisme, par PIERRE LEROUX, *représentant du Peuple.*

Les Ateliers nationaux de M. Marie, par LOUIS MÉNARD, *exilé.*

Les Etudiants de Paris en 1848, par A. WATRIPON.

Divers articles par A. FIEVET, *ouvrier.*

L'Almanach du NOUVEAU MONDE est suivi d'un Almanach complet publié en 1793 avec le Calendrier républicain, les Fêtes décadaires, les décrets de la Convention, le mode de Gouvernement provisoire et révolutionnaire décrété l'an II de la République une et indivisible, sur le rapport du Salut public.

Ouvrages de LOUIS BLANC, sous presse :

Page d'Histoire de la Révolution de Février. Un vol. in-8°.—Prix : 5 fr.

Le Socialisme.—Droit au Travail; 5me édition in-18.—Prix : 50 c.

L'Organisation du travail avec des chapitres nouveaux ; 9e édition in-18. Prix : 1 fr.

Chez LANGLOIS et LECLERCQ, PAGNERRE, PERROTIN, Éditeurs à Paris.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE,

PAR LOUIS BLANC.

Dix Volumes in-8°, publiés concurremment en volumes et en livraisons à 20 c.

PRIX DU VOLUME	sans gravures.	5 fr.
	avec gravures.	6 »

Chaque livraison est composée d'une ou deux feuilles de texte avec grav., à raison de 50 grav. pour l'ouvrage complet.

La Révolution de Février 1848, et les événements qui l'ont suivie, nous ont forcé de suspendre la publication de l'HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Rendu aujourd'hui à ses travaux, M. Louis Blanc s'est remis à l'œuvre avec toute l'ardeur d'un homme qui a un but honnête, élevé, et qui met son honneur à l'atteindre. La lettre que nous avons reçue de lui, le 29 août dernier, et que les éditeurs du NOUVEAU MONDE ont bien voulu insérer dans le numéro de ce jour, nous permet d'annoncer le troisième volume pour une époque assez rapprochée.

L'éloignement de l'auteur, loin de nuire au mérite de son livre, lui aura permis d'y ajouter un intérêt nouveau, par suite de l'étude de documents précieux, restés jusqu'ici complétement inexplorés..

Imp. de Schneider, rue d'Erfurth, 1.

LA SITUATION.

Deux faits caractérisent la situation : d'une part, l'établissement d'un système de compression à outrance ; d'autre part, la marche conquérante du socialisme.

De ces deux faits, lequel est destiné à survivre ? Rien qu'à en douter, il y a folie.

Si, pour étouffer une doctrine de régénération et de salut, il suffisait d'en exterminer les apôtres, jamais, recueillant dans sa main le sang qui s'échappait de sa blessure, et le lançant au ciel d'un geste furieux, Julien n'eût poussé ce cri célèbre : « Galiléen, tu as vaincu ! » Car, sans parler de l'immortelle et sublime tragédie du Golgotha, qui ne sait que le paganisme menacé s'épuisa, contre les premiers chrétiens, en barbaries infernales ; qu'on les jeta en pâture aux lions de Numidie ; que, couverts de peaux de bêtes, on les donna à manger aux chiens ; que des lambeaux de leurs corps déchirés on souilla la poussière du cirque ; qu'on les transforma en flambeaux qui, pendant la nuit, servirent à éclairer dans Rome les promenades des libertins avinés conduits par Néron ?

Si, pour empêcher les protestations de la conscience humaine, trop violemment comprimée, il suffisait de flétrir et de frapper, jamais le principe de libre examen n'aurait été inauguré dans le monde. Car, que de coups

portés à ce principe, depuis le supplice de Jean Huss jusqu'à l'excommunication de Luther, depuis les cruautés de Calvin jusqu'aux fureurs en sens inverse du cardinal de Lorraine ; depuis les exécutions ordonnées par Marie Tudor en Angleterre, jusqu'aux massacres de la Saint-Barthélemy en France et à l'établissement du sinistre *Conseil des troubles* par le duc d'Albe, dans les Pays-Bas !

Si, pour éterniser le règne des animosités religieuses, il suffisait de persécuter ceux qui en dénoncent le scandale à la raison humaine, jamais le principe de tolérance n'aurait triomphé. Car, quel spectacle que celui de la philosophie du dix-huitième siècle aux prises avec la tyrannie pour le compte de Dieu ! Le glaive du parlement reste incessamment appuyé sur la poitrine des philosophes ; on les emprisonne, on fait brûler leurs livres en place publique par la main du bourreau ; Diderot est envoyé à Vincennes ; Voltaire craint de mettre son nom à des chefs-d'œuvre : il se renie, il ment au profit de la vérité ; c'est en France que la philosophie du dix-huitième siècle tient la plume, mais c'est au moyen des imprimeries de la Hollande qu'elle est forcée de communiquer avec l'Europe. Cherchez à combien d'exemplaires l'*Emile* a été tiré, et, quand vous aurez fait le compte, méditez le passage suivant des *Confessions :* « J'ai « conté comment je perdis le sommeil dans ma jeunesse. Depuis lors j'a- « vais pris l'habitude de lire tous les soirs dans mon lit, jusqu'à ce que « je sentisse mes yeux s'appesantir... Ce soir-là, me trouvant plus éveillé « qu'à l'ordinaire, je prolongeai plus longtemps ma lecture, et je lus tout « entier le livre de la Bible qui finit par le lévite d'Ephraïm... Cette his- « toire m'affecta beaucoup, et j'en étais occupé dans une espèce de rêve, « quand tout à coup j'en fus tiré par du bruit et de la lumière. Thérèse, « qui la portait, éclairait M. La Roche, qui, me voyant lever brusque- « ment sur mon séant, me dit : « Ne vous alarmez pas ; c'est de la part « de madame la maréchale, qui vous écrit et vous envoie une lettre de « M. le prince de Conti. » En effet, dans la lettre de madame de Luxem- « bourg, je trouvai celle qu'un exprès de ce prince venait de lui apporter, « portant avis que, malgré tous ses efforts, on était déterminé (au sujet « de la publication d'*Emile*) à procéder contre moi à toute rigueur. La « fermentation est extrême, lui marquait-il ; la cour l'exige, le parlement « le veut ; à sept heures du matin il sera décrété de prise de corps et « l'on enverra sur-le-champ le saisir. » Jean-Jacques dut prendre la fuite, et l'*Emile* a été lu par toute l'Europe.

O imitateurs emportés, théoriciens sans yeux et sans mémoire de la résistance à tout prix, vulgaires constructeurs des digues qui changent les rivireseè en torrents ! connaissez donc mieux vos forces. Ce que vos devanciers et vos maîtres n'ont jamais pu, quand la tyrannie avait sous la main ce qui lui était nécessaire, croyez-vous le pouvoir, vous, après tant de révolutions par qui l'esprit de violence a été, pièce à pièce, désarmé? Ne voyez-vous pas que la terreur a des secrets qui ne sont plus aujourd'hui à votre usage, et que l'arsenal des persécutions est à moitié vide? En inventant le bagne politique ; en rivant à la chaîne du forçat écrivains, penseurs et philosophes; en peuplant les pontons; en appliquant le régime du *carcere duro*, on a certes créé de grandes souffrances, et ce n'est pas nous, dont elles oppriment le cœur, qui contesterons au dix-neuvième siècle le triste pouvoir de faire des martyrs. Et toutefois, il faut le reconnaître, il y a loin des moyens de compression aujourd'hui disponibles aux ressources formidables que fournissaient la brutalité et l'ignorance des siècles passés. Que sont devenus les chevalets de fer, les tenailles rougies au feu, les chaudières de poix bouillante, l'exécrable mortier où Corneille de Witt eut les mains pilées, pendant que, la figure rayonnante et le regard plein de flamme divine, il récitait la strophe d'Horace : *Justum ac tenacem propositi virum*... ? La torture a été depuis longtemps abolie, n'en parlons plus; mais voilà qu'on a perdu jusqu'à la ressource du pilori : le peuple l'a enterré sous des fleurs. Encore si le bourreau restait! Mais ces farouches républicains de la Révolution de 1848 ont tué... la peine de mort. Que faire à cela? On ne peut pourtant point couper des têtes à la sourdine et guillotiner par contrebande!

Aussi bien, considéré en lui-même et quel que soit son degré de développement, tout système de compression est absurde en tant que système.

Vraiment, j'admire la pénétration de nos hommes d'Etat, qui, contre le socialisme et ses progrès, ne savent rien de mieux que la suppression des journaux socialistes, la confiscation sous forme d'amende, et l'emprisonnement, et les réquisitoires, et les baïonnettes. Moyen sûr pour le gouvernement d'ignorer ce qu'il lui importe le plus de savoir! Mais le despotisme a cela de contradictoire et d'absurde, que, brûlant de tout connaître, il arrête toute manifestation. Son intérêt serait de pouvoir compter un à un ses ennemis, de les voir venir à lui la poitrine nue, de les entendre proclamer leurs desseins, faire à haute voix l'énumération

de eurs forces ; et, par la terreur qu'il inspire, il se plonge dans une volontaire ignorance des dangers qui l'entourent ! Il y aurait un curieux livre à écrire sur les complots rendus inévitables par ceux qui en ont été victimes, sur les attaques utiles et fécondes que l'intimidation a changées en coups de poignard ; mais, même sans aller jusqu'à ces colères souterraines dont tout système de compression, poussé à l'excès, favorise la naissance et provoque l'explosion tôt ou tard, qui ne sent combien il est nécessaire à un gouvernement, pour diriger son action, de se faire une idée juste de la diversité des éléments dont la société se compose, de la nature des préoccupations qui la tourmentent et de la légitimité des passions qui l'agitent ? Or, que font les prôneurs du système de compression ? De peur de s'égarer, ils appellent la nuit à leur secours, les insensés ! et, en attendant la lueur des éclairs, ils crient : Cachez les flambeaux !

Soit donc. Supposons que, pour un moment, ce grand système de compression donne ce qu'on lui demande : on brise nos plumes ; entre notre voix et les échos qui lui répondent du fond de tant d'âmes saignantes, on met des murs plus épais encore que ceux de Doullens et des bras de mer plus larges que la Manche ; pris à la gorge par la calomnie, le socialisme, si l'on veut, est près d'expirer, et il reste parfaitement entendu :

Que désirer plus d'écoles afin d'avoir moins de prisons, c'est être un brigand ;

Que vouloir l'ordre par l'association fraternelle, par la prévoyance de l'État tuteur, c'est aiguiser de nouveau la hache de Saturninus et rallumer les torches de Catilina ;

Que s'attaquer à la cupidité, qui fait les mariages menteurs, et à la misère, qui couve la prostitution, c'est détruire la famille ;

Qu'assigner pour base et pour sanction à la propriété le travail, c'est détruire la propriété ;

Que demander justice pour les pauvres, les ignorants et les faibles, c'est blasphémer le Dieu de l'Évangile !

Fort bien. Maintenant, voyons les suites.

La situation de la France est déplorable : qui osera le nier ? Minée par

le désastreux système de la division des héritages qui s'oppose à l'éducation des bestiaux, diminue de jour en jour le trésor des matières fécondantes et épuise par la culture exclusive du grain le sol réduit en poussière, l'agriculture en France dépérit à vue d'œil. De ces millions de malheureux auxquels on donne le nom dérisoire de propriétaires fonciers, la plupart n'ont en propre qu'un méchant lambeau de terre auquel ils ont à consacrer un jour de travail sur sept tout au plus, sauf à travailler le reste du temps sur la propriété d'autrui, moyennant salaire. Les moins mal partagés ne se soutiennent qu'en empruntant à gros intérêts, heureux quand ils ne succombent pas au désespoir entre l'expropriation et l'impôt, entre l'usurier de campagne, qui est là guettant sa proie, et le percepteur qui frappe à la porte.

L'industrie, arène qui retentit des sanglots étouffés de tant de familles se débattant sous des débris, champ de manœuvres ensanglanté où s'exécutent les évolutions du capital, l'industrie nous montre, au-dessous d'une bourgeoisie à demi ruinée et saisie d'épouvante, la sombre armée des prolétaires sans pain ; elle nous fait assister au triomphe d'une oligarchie de banquiers et nous mène par des chemins encombrés de morts à la dictature d'un Rothschild.

Le nombre des procès porté, de 1836 à 1847, du chiffre annuel de 26,545 à celui de 59,560, et le nombre des faillites, dans la même période, s'élevant de 329 à 1,139, disent assez la prospérité croissante du commerce ! et nous remontons bien haut pour qu'on n'objecte pas que c'est le socialisme qui tue les marchands. — Mais les causes, alors ? — Les causes ? Un président du tribunal de commerce, M. Bertrand, les a énumérées ; et, comme ce n'est point là une autorité socialiste, nous espérons qu'on ne la tiendra pas pour suspecte. Les causes sont, suivant le témoignage de M. Bertrand :

La concurrence illimitée ;

L'exagération des dépenses de premier établissement ;

Le luxe des boutiques ;

Les approvisionnements irréfléchis de marchandises sans écoulement ;

Les séductions mortelles de l'agiotage ;

La rareté du numéraire ;

L'élévation du taux de l'escompte et le retrait des facilités de crédit ;

Les spéculations hasardeuses et le jeu sur les actions industrielles, plaie de notre époque.

Inutile de faire remarquer que, loin de se rapporter à l'influence du socialisme, tout cela dénonce, au contraire, l'esprit d'antagonisme et d'anarchique avidité que le socialisme a justement pour but de combattre.

Car enfin, si la concurrence illimitée et ses procédés naturels : exagération des dépenses de premier établissement, luxe des boutiques, approvisionnements irréfléchis, etc., donnent en effet naissance à tant de procès et de faillites, ce n'est pas la faute du socialisme, puisqu'au régime de la concurrence illimitée il veut substituer celui de l'association.

Si le commerce agonise sous les serres des oiseaux de proie de l'usure, ce n'est pas la faute du socialisme, puisqu'il pousse de toutes ses forces à la baisse indéfinie de l'intérêt, et que l'usure est justement son grand ennemi.

Si les spéculations aveugles, le jeu industriel, l'agiotage entassent désastres sur désastres, ce n'est pas la faute du socialisme, puisqu'il consiste précisément à régulariser, en la moralisant, l'activité sociale et à arracher au hasard le gouvernement des choses humaines.

Reste donc la question, la redoutable question de savoir comment, le socialisme une fois COMPRIMÉ, on remédierait à la situation que je viens d'esquisser en quelques traits.

Chose bonne à méditer ! Il y a dans l'avénement du socialisme quelque chose de si providentiel, que ceux qui l'ont dénoncé, poursuivi, frappé avec le plus de violence, n'ont pu tenter jusqu'ici aucune réforme qui n'ait été un emprunt fait à la doctrine nouvelle.

L'Assemblée constituante a voté trois millions à distribuer entre les

associations ouvrières ; c'était entrer dans la voie ouverte par le Luxembourg : plagiat.

On a fondé, sous le patronage du président de la République, des cités ouvrières ; cette idée, depuis longtemps répandue dans tous les livres socialistes, avait été officiellement émise dans une des premières conférences du Luxembourg : plagiat.

Aujourd'hui, M. Passy propose l'établissement d'un impôt sur le revenu ; pas de socialiste qui n'ait demandé le remplacement de tous les impôts par un impôt proportionnel au revenu et unique : plagiat, plagiat, plagiat.

Il est vrai qu'ils ne sont pas heureux dans leur manière de se parer de nos dépouilles. Ils volent mal des idées qu'ils ne volent qu'à demi. Les trois millions si avarement distribués aux associations ouvrières, ou plutôt aux associations patronnées, l'ont été de manière à ne pas servir le principe qu'il s'agissait de protéger ; les cités ouvrières, que le Luxembourg proposait de créer sur une vaste échelle et en vertu de l'initiative désintéressée de l'État, sont devenues tout simplement une affaire de spéculation privée ; et, dans les limites où M. Passy le resserre, l'impôt sur le revenu n'atteindrait pas son but principal, qui est de remplacer les taxes indirectes, dont le fardeau retombe presque en entier sur le pauvre et l'écrase.

Aussi n'y a-t-il rien à conclure de ces larcins manqués, sinon que le socialisme s'impose irrésistiblement à ses adversaires les plus farouches.

Et maintenant, que penser de ceux qui s'imaginent guérir la société malade avec des votes proscripteurs et des patrouilles ? Ah ! ne nous étonnons pas trop de tant de démence. La médiocrité de nos hommes d'État l'explique, le système de compression étant le seul moyen de faire croire qu'on gouverne, quand on est sans idées. Pour opposer aux abus mainte réforme décisive, pour travailler au bonheur des hommes par un ensemble de combinaisons sagement enchaînées, pour rendre en un mot à une société vieillie le mouvement et la force de la jeunesse, il faut une hauteur d'intelligence, il faut une puissance de coup d'œil qu'un bien petit nombre d'hommes possèdent. Mais chercher dans de fantastiques périls un prétexte pour ne point s'occuper des embarras sérieux, ouvrir des pri-

sons, ordonner des poursuites, supprimer des journaux, ordonner des parades menaçantes, attendre l'avenir baïonnette au bout du fusil et mèche allumée, tout cela n'exige, on en conviendra, ni beaucoup de science ni beaucoup de génie ; et, pour peu qu'on ait l'habileté, d'ailleurs assez vulgaire, de tenir en haleine les peurs des ignorants, on peut acquérir à bon marché la gloire de sauver la société tous les matins. Nos Colbert en sont là.

Malheureusement, la durée ne fut jamais promise à des jongleries de ce genre. Une société ne se fait pas longtemps illusion sur la nature de son mal; le moment vient où les dangers véritables se déclarent, et la médiocrité, endormie au pouvoir, est réveillée en sursaut par une sommation à bref délai.

Il y a quelques jours, après avoir constaté que notre budget était de 1,800 millions; que les seules dépenses de la guerre, de la marine et de la dette s'élevaient ensemble à la somme effrayante de près d'un milliard; que le déficit n'était pas de moins de CINQ CENT VINGT MILLIONS, M. Émile de Girardin s'écriait : « Le rouge, le socialiste, c'est le budget. » Mot saisissant parce qu'il est vrai !

Or, comment va-t-on profiter de cet avertissement terrible? On parle de maintenir la prestation en nature, cette violation permanente du principe de la proportionnalité des impôts ; on parle de rétablir cet impôt des boissons, triple outrage à l'équité, à la science économique, au bons sens, et désespoir éternel du pauvre. Paysans fortunés, réjouissez-vous, prenez vos habits de fête, et que les cloches du village sonnent en volées! On va rétablir l'impôt des boissons, que les socialistes avaient fait supprimer. Voilà ce que vous vaut le salut du vieux monde ; voilà ce que vous réservent ceux qui, d'une main prudente, écartent de vos chaumières le fléau du socialisme.

Et puis, j'oubliais..... Il est question de voter des lois d'assistance, de nous gratifier de cette loi des pauvres qui sert à rassurer la conscience des lords anglais et qui fait qu'en Angleterre on arrose soigneusement et on entretient à grands frais la pauvreté comme une plante précieuse. Pourquoi pas? Supprimer la misère, ainsi que les socialistes le veulent? Non, par le ciel, il vaut bien mieux l'alimenter. Eh! que deviendrait l'aumône, je vous prie, s'il n'existait plus de mendiants?

Allons ! allons ! trêve de railleries, car les événements sont tristes et il fait encore sombre aujourd'hui. Mais n'importe ? L'Orient commence à resplendir. Encore quelque temps, et le socialisme aura atteint le milieu de sa course. Insultez-le : c'est en vous éclairant qu'il se vengera.

Le Nil a vu sur ses rivages
Les noirs habitants des déserts
Insulter par leurs cris sauvages
L'astre éclatant de l'univers.
Cris insensés, fureurs bizarres !
Pendant que ces monstres barbares
Poussaient d'insolentes clameurs,
Le dieu, poursuivant sa carrière,
Versait des torrents de lumière
Sur ses obscurs blasphémateurs.

Ce que le poëte a dit du soleil, les philosophes de l'avenir peuvent déjà le dire du socialisme. Encore une fois, il s'impose à ses ennemis eux-mêmes, et de plus en plus il s'imposera ; je le prédis hardiment. Telle est la loi, ce qui est supérieur n'est jamais dompté qu'en apparence. Les Gaulois, nos pères, absorbèrent les Franks qui se croyaient leurs vainqueurs, et les Vandales, profanateurs de Rome abattue, disparurent engloutis dans la civilisation romaine.

LE SOCIALISME EN PROJET DE LOI.

Des formules ! des formules ! crient à l'envi tous les adversaires du socialisme, M. Thiers en tête. Comme si le socialisme n'était qu'un ensemble de théories vagues, d'espérances confuses, d'aspirations enfin où le génie de la pratique n'a rien à voir !

Oh ! certes, que l'on contestât aux socialistes le mérite des solutions par eux fournies, cela se concevrait : est-ce que jamais l'erreur se rendit sans combat ? Mais qu'on leur reproche de n'avoir rien proposé, absolument rien, en vérité, c'est se moquer.

J'ai déjà dit que je laisserais à MM. Proudhon, Cabet, Pierre Leroux, Victor Considérant, le soin de faire justice, pour leur compte, des ridicules sommations de M. Thiers : qu'il suffise de rappeler ici ce qu'a PROPOSÉ le Luxembourg. Dieu merci ! la question est loin d'être vidée. La FORMULE présentée par le Luxembourg a évidemment pour elle la justice ; n'ayant pas encore été mise à l'essai, elle n'a pas contre elle l'expérience ; elle reste donc à l'ordre du jour de la République !

La voici :

ARTICLE PREMIER : Il serait créé un ministère du progrès, dont la mission serait d'accomplir la Révolution sociale, et d'amener graduellement, pacifiquement, sans secousse, l'abolition du prolétariat.

ART. 2. Pour cela, le ministère du Progrès serait chargé 1° de racheter, au moyen de rentes sur l'État, les chemins de fer et les mines ; 2° de transformer la Banque de France en Banque d'État ; 3° de centraliser, au grand avantage de tous et au profit de l'État, les assurances ; 4° d'établir, sous la direction de fonctionnaires responsables, de vastes entrepôts où producteurs et

manufacturiers seraient admis à déposer leurs marchandises et leurs denrées, lesquelles seraient représentées par des récépissés ayant une valeur négociable et pouvant faire office de papier monnaie : papier monnaie parfaitement garanti, puisqu'il aurait pour gage une marchandise déterminée et expertisée ; 5° enfin, d'ouvrir des bazars correspondant au commerce de détail, de même que les entrepôts correspondraient au commerce en gros.

Art. 3. Des bénéfices que les chemins de fer, les mines, les assurances, la Banque, rapportent aujourd'hui à la spéculation privée, et qui, dans le nouveau système, retourneraient à l'État, joints à ceux qui résulteraient des droits d'entrepôts, le ministère du Progrès composerait son budget spécial : le budget des travailleurs.

Art. 4. L'intérêt et l'amortissement des sommes dues par suite des opérations précédentes seraient prélevés sur le budget des travailleurs ; le reste serait employé 1° à commanditer les associations ouvrières ; 2° à fonder des colonies agricoles.

Art. 5. Pour être appelées à jouir de la commandite de l'État, les associations ouvrières devraient être instituées d'après le principe d'une fraternelle solidarité, de manière à pouvoir acquérir, en se développant, un capital COLLECTIF, INALIÉNABLE ET TOUJOURS GROSSISSANT; seul moyen d'arriver à tuer l'usure, grande ou petite, et de faire que le capital ne fût plus un élément de tyrannie, la possession des instruments de travail un privilége, le crédit une marchandise, le bien-être une exception, l'oisiveté un droit.

Art. 6. En conséquence, toute association ouvrière, voulant jouir de la commandite de l'État, serait tenue d'accepter, comme bases constitutives de son existence, les dispositions qui suivent :

Après le prélèvement du prix des salaires, de l'intérêt du capital, des frais d'entretien et de matériel, le bénéfice sera ainsi réparti :

Un quart pour l'amortissement du capital appartenant au propriétaire avec lequel l'État aurait traité ;

Un quart pour l'établissement d'un fonds de secours destiné aux vieillards, aux malades, aux blessés, etc. ;

Un quart à partager entre les travailleurs à titre de bénéfice, comme il sera dit plus tard ;

Un quart enfin pour la formation d'un fonds de réserve dont la destination sera indiquée plus bas.

Ainsi serait constituée l'association dans un atelier.

Resterait à étendre l'association entre tous les ateliers d'une même industrie, afin de les rendre solidaires l'un de l'autre.

Deux conditions y suffiraient :

D'abord on déterminerait le prix de revient ; on fixerait, eu égard à la si-

tuation du monde industriel, le chiffre du bénéfice licite au-dessus du prix de revient, de manière à arriver à un prix uniforme et à empêcher toute concurrence entre les ateliers d'une même industrie.

Ensuite, on établirait dans tous les ateliers de la même industrie un salaire non pas égal, mais proportionnel, les conditions de la vie matérielle n'étant point identiques sur tous les points de la France.

La solidarité ainsi établie entre tous les ateliers d'une même industrie, il y aurait enfin à réaliser la souveraine condition de l'ordre, celle qui devra rendre à jamais les haines, les guerres, les révolutions impossibles; il y aurait à fonder la solidarité entre toutes les industries diverses, entre tous les membres de la société.

Deux conditions pour cela sont indispensables :

Faire la somme totale des bénéfices de chaque industrie, et cette somme totale la partager entre tous les travailleurs.

Ensuite, des divers fonds de réserve dont nous parlions tout à l'heure, former un fonds de mutuelle assistance entre toutes les industries, de telle sorte que celle qui, une année, se trouverait en souffrance, fût secourue par celle qui aurait prospéré. Un grand capital serait ainsi formé, lequel n'appartiendrait à personne en particulier, mais appartiendrait à tous collectivement.

La répartition de ce capital de la société entière serait confiée à un Conseil d'administration placé au sommet de tous les ateliers. Dans ses mains seraient réunies les rênes de toutes les industries, comme dans la main d'un ingénieur nommé par l'État serait remise la direction de chaque industrie particulière.

L'État arriverait à la réalisation de ce plan par des mesures successives. Il ne s'agit de violenter personne. L'État donnerait son modèle : à côté vivraient les associations privées, le système économique actuel. Mais telle est la force d'élasticité que nous croyons au nôtre, qu'en peu de temps, c'est notre ferme croyance, il se serait étendu sur toute la société, attirant dans son sein les systèmes rivaux par l'irrésistible attrait de sa puissance. Ce serait la pierre jetée dans l'eau et traçant des cercles qui naissent l'un de l'autre, en s'agrandissant toujours.

Art. 7. Les colonies agricoles seraient fondées dans le même but, d'après les mêmes principes et sur les mêmes bases (1).

Si la Révolution de 1848 n'eût porté au pouvoir que des hommes décidés à suivre cette voie; si, au lieu d'une simple commission d'études, sans attributions déterminées, sans personnel administratif, sans argent, et à laquelle tout essai pratique se trouvait interdit d'avance, on eût créé

(1) C'est ce que nous nous proposons de développer dans un chapitre spécial sur l'agriculture, qui paraîtra dans le prochain numéro et complétera notre livre sur *l'Organisation du travail.*

un ministère du progrès, chargé D'AGIR dans le sens qui vient d'être indiqué, j'ose affirmer qu'à l'heure qu'il est, l'œuvre de la régénération par le socialisme serait au-dessus de tous les débats.

Mais quoi ! c'est précisément parce que ce système était d'une application facile et d'une portée manifeste, qu'on mit tant d'ardeur à en empêcher l'application. La théorie, loin de pouvoir être ici condamnée par la pratique, y aurait puisé sa justification la plus éclatante : les défenseurs du vieux monde le comprirent bien, et ils reculèrent.

Aux résultats produits par le Luxembourg, sourdement combattu, environné de piéges et d'obstacles, réduit à un complet dénûment, calomnié, trahi ; au sillon qu'il a tracé ; à cet immense et désormais invincible mouvement d'association auquel il a servi de point de départ..., il est aisé de juger combien son action eût été féconde, s'il n'eût pas été réduit aux seules ressources de la parole. Mais je le répète : puisque le système du Luxembourg n'a pas été essayé, il reste à l'ordre du jour de la République.

Et maintenant, je vais plus loin ; je dis au Peuple :

Voulez-vous que, même en dehors du gouvernement actuel, en dépit de son mauvais vouloir, et d'une manière toute légale, les théories socialistes de la Révolution de février soient mises en pratique? Cela se peut, et voici comment :

Que les associations ouvrières se concertent ;

Qu'elles nouent entre elles ce précieux lien de la solidarité qui les soutiendra contre la pression du milieu environnant ;

Qu'un *Comité central des travailleurs associés* soit établi ;

Que ce comité organise, non-seulement à Paris, mais dans les provinces, la plus importante des souscriptions : LA SOUSCRIPTION DU PROLÉTARIAT à abolir !

Ce comité sera — sans caractère officiel — un véritable ministère du Progrès, et le capital fourni par des souscriptions volontaires, par le dévouement, sera le BUDGET DES TRAVAILLEURS.

Que le peuple y songe : la chose en vaut la peine, car la destruction de la dernière forme de l'esclavage est au bout.

PAGES D'HISTOIRE.

RÉVOLUTION DE FÉVRIER 1848.

Journée du 16 Avril.

Le 17 mars était apparu aux royalistes comme la révélation d'un nouvel univers. Plus que du bruit de la fusillade, plus que du roulement des canons sur le pavé, ils avaient pris alarme de ce silence épique du peuple. Leur insomnie les retrouvait traversant Paris, ces calmes légions sorties tout à coup de tant d'ateliers fraternels. Quelle force pour des chefs d'État vraiment pénétrés de l'esprit de la révolution! Mais que vaudrait le levier d'Archimède aux mains d'hommes obstinés à vouloir l'immobilité du monde?

La vérité est que le 17 mars avait profondément troublé la majorité du Gouvernement provisoire, M. de Lamartine surtout.

L'influence du 17 mars était, depuis, restée comme vivante dans le conseil. Il y avait bien toujours sept votants d'un côté, quatre de l'autre; mais derrière les quatre le souvenir du 17 mars faisait apparaître un cinquième votant.... le Peuple. Esprit généreusement agité, intelligence mobile comme le progrès, âme susceptible d'enthousiasme, M. Crémieux en avait pris son parti résolûment; mais de tous les membres de la majorité, c'était le seul qui penchât à faire pacte avec la Révolution. M. Arago,

que la science avait trop distrait de la politique, s'arrêtait étonné devant l'imprévu. M. Dupont (de l'Eure), un de ces hommes qu'on respecte et qu'on aime, alliés ou adversaires, avait contre la Révolution et contre son propre cœur sa vieillesse manifestement effrayée. MM. Garnier-Pagès et Marrast cachaient leur inquiétude, celui-ci sous une habile affectation de légèreté, celui-là sous les dehors d'une activité prompte à se répandre en paroles; et quant à M. Marie, on devinait aisément ses appréhensions à sa bouche contractée, à son front soucieux, à ses regards qu'altérait le soupçon.

Pour ce qui est de M. de Lamartine, il avait plus particulièrement à reprocher au 17 mars d'avoir été l'œuvre des délégués du Luxembourg, et d'avoir fait passer en revue, par le gouvernement, la grande, pacifique et puissante armée des corporations ouvrières. Car, lui qui était si prodigue envers tous de ses avances et de ses caresses, lui qui recherchait avec tant d'empressement l'approbation des clubs pour en fortifier sa popularité de salons, lui qui entretenait des rapports suivis avec Sobrier, lui qui se hasardait jusqu'à Blanqui, il s'était toujours montré aveuglément, opiniâtrement hostile au Luxembourg. Est-il vrai que le socialisme, officiellement discuté, lui ait déplu comme divisant l'attention publique Est-il vrai que, s'étant réservé la partie théâtrale de la Révolution, il se soit inquiété de ce qui en était le côté sérieux? Est-il vrai que ses familiers l'aient poussé à combattre une popularité qui importunait la sienne? Pour moi, j'ai toujours pensé que la haine dont M. de Lamartine m'honora était parfaitement désintéressée, loyale et sincère. Étranger à la science de l'économie politique, il prit, de très-bonne foi, en aversion des doctrines qu'il n'avait pas étudiées et que la nature de son esprit était, d'ailleurs, peu propre à approfondir. Entouré d'égoïstes qui abhorraient les idées sociales, pour les avoir trop bien comprises, il ne les jugea dangereuses, lui, que faute de les comprendre. A l'en plaindre, il y a plus de justice qu'à l'en blâmer.

Telle était donc la disposition d'esprit des divers membres de la majorité dans le conseil, aux approches du 16 avril, qui eut pour origine l'organisation de l'état-major de la garde nationale.

Il avait été décidé que dans cet état-major la classe ouvrière serait représentée par quatorze officiers tirés de son sein : j'appelai les corporations à se réunir au Champ-de-Mars pour fixer les choix.

Un mois s'était écoulé depuis le 17 mars. Encouragés par l'impassible modération du gouvernement provisoire, les partis vaincus cherchaient à se reconnaître et commençaient à gronder. Quant à la presse royaliste, rendue, dès les premiers jours, certaine de l'impunité, elle attaquait sans relâche, elle insultait, elle calomniait, elle vouait à l'exécration et des

générations futures et de la génération présente un pouvoir qu'elle savait résolu à respecter, dans les injures mêmes dirigées contre lui, la présence de la liberté. Que dis-je? Nous poussions ce respect jusqu'à intervenir de nos personnes entre l'indignation du peuple et la rage de nos insulteurs. Le *Constitutionnel* s'étant armé contre moi d'une plume aiguisée en stylet, j'empêchai l'invasion projetée de ses bureaux, en déclarant que je me regarderais comme personnellement offensé par ceux qui oseraient me défendre ainsi. A son tour, la *Presse* de M. Émile de Girardin ayant été menacée, MM. de Lamartine et Ledru-Rollin la protégèrent.

Mais, pour que la modération d'un gouvernement soit honorable et honorée, il ne faut pas qu'on la puisse attribuer à sa faiblesse. Rien ne dispense mieux de la violence que la constatation de la force. Or, comme le peuple avait prouvé, au 17 mars, jusqu'à quel point il était capable de demeurer maître de lui, je fus charmé qu'une occasion lui fût offerte de venir dire une fois encore : « Je suis là ! »

De leur côté, les représentants des corporations attendaient avec une impatience légitime et croissante qu'on s'attaquât à leur ennemi, la misère; ils reprochaient au gouvernement né de la Révolution d'hésiter devant un problème qui, résolu, était toute cette révolution; tournant un regard inquiet vers les provinces, vers les campagnes, encore à demi plongées dans les ténèbres, ils se demandaient si leurs espérances n'allaient pas rester étouffées au fond des urnes, sous ce nombre trop considérable, hélas! de boules qui appartiennent aux influences de position et de fortune, à l'intrigue, à l'ignorance, au hasard. Il fallait donc appuyer le Gouvernement provisoire, l'encourager au bien par des témoignages non équivoques de sympathie, mais en même temps le pousser à une généreuse initiative et lui rappeler que, dans ses préoccupations, les moyens de détruire le prolétariat réclamaient la première place.

C'est sous l'empire de ces idées que, le 16 avril, les corporations se réunirent au Champ-de-Mars. Il était convenu qu'après avoir élu les quatorze officiers devant faire partie de l'état-major, elles se dirigeraient en bon ordre, comme au 17 mars, vers l'Hôtel de Ville, et y apporteraient au Gouvernement provisoire, en même temps que l'expression de leurs VŒUX, CELLE DE LEURS SYMPATHIES, QU'ON DEVAIT TÉMOIGNER PAR UNE OFFRANDE PATRIOTIQUE.

A cet égard, nulle dénégation possible : la preuve de ce que j'avance est écrite au *Moniteur* (1) et dans la pétition même que les ouvriers, le 16 avril, vinrent lire à l'Hôtel de Ville. La voici :

« Citoyens, la réaction lève la tête; la calomnie, cette arme favorite

(1) Voy. le *Moniteur* du 17 avril.

« des hommes sans principes et sans honneur, déverse de tous côtés son « venin contagieux sur les véritables amis du peuple. C'est à nous, hom- « mes de la Révolution, hommes d'action et de dévouement, qu'il appar- « tient de déclarer au Gouvernement provisoire que le peuple veut la Répu- « blique démocratique ; que le peuple veut l'abolition de l'exploitation de « l'homme par l'homme ; que le peuple veut l'organisation du travail « par l'association. VIVE LA RÉPUBLIQUE ! VIVE LE GOUVERNEMENT PROVI- « SOIRE (1) ! »

Ces derniers mots, qui résumaient la pétition en la terminant, la recommandation faite aux ouvriers de se rassembler sans armes, l'offrande que venait faire à la richesse publique l'association de leurs généreuses misères, les mesures concertées d'avance pour que des personnes étrangères à la manifestation ne pussent point, comme au 17 mars, essayer d'en changer le caractère et le but, tout cela prouvait bien que le renversement d'une partie du gouvernement provisoire était très-loin de l'esprit des travailleurs convoqués. Mais ils demandaient au pouvoir de s'occuper de l'organisation du travail par l'association. Or, c'était là justement ce qui mettait en émoi ou en fureur les ennemis de la Révolution et ses faux amis.

Sur certains complots qui se tramèrent alors, je sais des choses que je publierai quand le moment sera venu. Mais lever entièrement le rideau est un devoir pour l'accomplissement duquel je me réserve le choix des heures !

Il avait été dit que, le 16 avril, il y aurait conseil, rue de Rivoli, au ministère des finances, et que tous les membres du Gouvernement provisoire y assisteraient. A notre grande surprise, M. de Lamartine y manqua : nous apprîmes qu'il s'était rendu à l'Hôtel de Ville, et nous crûmes devoir en prendre le chemin, chacun de notre côté. Je partis avec Albert.

Que s'était-il donc passé ? Dans sa *Lettre aux dix départements*, M. de Lamartine raconte lui-même qu'à six heures du matin des hommes zélés étaient venus le prévenir que les clubs avaient passé la nuit en délibération ; qu'ils s'étaient déclarés en permanence ; qu'ils avaient décidé son ostracisme ; qu'un comité de salut public avait été proclamé, comité composé de quelques membres du Gouvernement provisoire, désignés à leur insu, et de certains noms alors investis d'une puissance d'agitation ; que ces clubs et leurs affiliés allaient se mettre à la tête des ouvriers réunis au Champ-de-Mars pour une élection, les entraîner à l'Hôtel de Ville et y consommer leur attentat contre le Gouvernement provisoire (2).

Etranges renseignements ! Voici des milliers d'ouvriers qu'on accuse de

(1) *Ibid.*

(2) Voy. le livre intitulé *Trois mois au pouvoir*, p. 28 et 29.

fournir une armée à des conspirateurs pour renverser un gouvernement. Et il se trouve que chacun de ces ouvriers laisse chez lui son fusil ! Il se trouve que ces factieux, qui doivent assiéger l'Hôtel de Ville, apportent pacifiquement à l'Hôtel de Ville une patriotique offrande contenue dans un chariot ! Il se trouve que ces insurgés, qui ont résolu de renverser le Gouvernement provisoire, terminent par ces mots : *Vive le Gouvernement provisoire!* la pétition qu'ils viennent lui soumettre !

Non, non, il n'est pas vrai que la convocation des ouvriers ait répondu à un projet quelconque de complot ; non, il n'est pas vrai que le gouvernement ait couru, à cette occasion, le moindre péril. Ce qui est vrai, c'est que la contre-révolution, qui se cachait alors, mais qui se cachait partout, et jusqu'au fond des couloirs de l'Hôtel de Ville, avait intérêt à transformer, dans les alarmes de l'opinion trompée, cent mille pétitionnaires pacifiques en cent mille factieux, afin de donner lieu ainsi; à une intervention violente de la garde nationale. A tout prix, l'on voulait détruire l'impression produite par la manifestation du 17 mars, et l'on espérait d'autant mieux y réussir, que, les ouvriers devant se réunir *sans armes*, il s'agissait tout simplement de leur opposer des hommes *armés*. Mais, pour cela, que fallait-il ? Arriver à faire battre le rappel. Et comment faire battre le rappel, sans un prétexte ? De là le bruit artificieusement répandu, qu'une vaste conspiration était ourdie ; qu'un comité de salut public venait d'être formé ; que le Gouvernement provisoire allait périr.

Le fait est qu'après le 16 avril, je demandai formellement qu'une enquête officielle fût ordonnée sur ce complot dont on avait tant parlé. Appuyée par Ledru-Rollin, cette proposition passa. M. Landrin fut appelé. Nous le chargeâmes de poursuivre activement une instruction destinée à mettre au jour les prétendues menées des prétendus conspirateurs. En faisant ordonner une enquête, j'étais sûr d'avance qu'elle n'aurait pour résultat que de dévoiler une intrigue de la contre-révolution. Ce qui est certain, c'est que l'enquête eut lieu et n'amena aucune découverte sur cette conspiration révolutionnaire du 16 avril, péril imaginaire, encore une fois, prétexte d'une portée odieusement calculée, invention ténébreuse qui menait à un guet-apens !

Quant à M. de Lamartine, il est extraordinaire qu'il ait pu croire à ces formidables dangers dont il se glorifie, aujourd'hui encore, d'avoir sauvé la société. Car, l'homme auquel les rumeurs du 16 avril attribuèrent surtout des pensées de renversement, c'était Blanqui. Or, M. de Lamartine avait eu avec Blanqui une entrevue particulière, de laquelle, d'après sa propre déclaration, il était demeuré TRÈS-SATISFAIT (1). Et cette entrevue,

(1) Voy. *la Gazette des Tribunaux* du 17 mars 1849, procès de Bourges, déclaration de M. de Lamartine.

à quelle époque avait-elle eu lieu? LA VEILLE MÊME DU 16 AVRIL (1)!...

Il faut tout dire : on mit en avant des inquiétudes simulées pour masquer les inquiétudes réelles. L'ascendant que le Luxembourg avait pris sur le peuple, l'effet moral d'un second 17 mars, le spectacle d'une manifestation d'autant plus imposante qu'elle devait être pacifique; la revue, enfin, la solennelle revue des forces du socialisme, c'est-à-dire du monde nouveau, voilà ce qu'on redoutait, mais ce qu'on ne pouvait pas dire.

Tel est l'aspect sous lequel doivent être envisagées et jugées les mesures prises par M. de Lamartine dans la matinée du 16 avril, mesures qui eussent été sans valeur, sans portée et sans résultat, si M. Ledru-Rollin n'avait pas fait battre le rappel, trompé qu'il était par de faux rapports.

Comment exprimer de quelle douleur Albert et moi nous fûmes saisis, lorsqu'en approchant de l'Hôtel de Ville, nous vîmes la place de Grève hérissée de baïonnettes, et la maison commune changée en forteresse? Pourquoi cet appareil de guerre? Contre qui ce luxe de précautions menaçantes? Etait-ce contre ces ouvriers qui, dans ce moment même, formaient de leurs derniers centimes, noblement rassemblés, une collecte destinée au Gouvernement provisoire? Etait-ce contre ces pétitionnaires, qui allaient venir SANS ARMES ET AU CRI DE : VIVE LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE ! émettre devant un pouvoir républicain, le vœu le plus légitime, le plus sacré qui fut jamais? On parlait d'un mystérieux comité de salut public, on nommait Blanqui; mais, s'il était vrai qu'en effet des agitateurs eussent projeté le renversement de la majorité du conseil, auraient-ils pu réussir sans l'appui des ouvriers rassemblés au Champ-de-Mars? Evidemment non. Or, nous savions que cet appui n'avait été ni promis ni même réclamé. Pourquoi donc, et contre qui cet appareil de guerre?

Ce fut sous l'empire d'une amère et sombre sollicitude, qu'Albert et moi nous entrâmes à l'Hôtel de Ville. Il offrait, en ce moment, le plus singulier spectacle. La défiance éclatait dans tous les regards, une anxiété vague se peignait sur tous les visages; les uns couraient de côté et d'autre d'un air effaré; les autres, immobiles et comme frappés de stupeur, regardaient passer devant eux cette agitation sans but. A travers le flux et le reflux des hommes armés qui inondaient les escaliers et les corridors, nous pénétrâmes dans la salle du Conseil, où M. de Lamartine était occupé à écrire. Aux observations que nous lui adressâmes, il répondit, non pas comme il l'a cru depuis (2), *avec fierté et une colère mal contenue;*

(1) *Ibid.* Déclaration de Blanqui.
(2) Voy. son livre sur la Révolution de fév , p. 351 du 2e volume.

mais, au contraire, avec une extrême politesse et la réserve que lui commandait le caractère des deux hommes qui lui parlaient. Car il n'était pas sans nous connaître!

Pendant ce temps, des inconnus allaient semant dans chaque quartier de la ville des mensonges dont l'effet avait été perfidement prévu. Vers le milieu du jour, un homme courut au Luxembourg annoncer que j'avais été tué d'un coup de poignard au club de l'Hippodrome, et, avant qu'on eût pu l'interroger, il avait disparu. Presque au même instant, l'on apprit qu'un messager à cheval parcourait rapidement le faubourg du Temple et répandait partout la nouvelle que je venais d'être assassiné. C'était aussi ce qu'annonçaient à grand bruit, dans le faubourg Saint-Marceau, les tambours chargés de battre le rappel. On entendit crier par les rues : « Le Luxembourg est menacé. » D'où un mouvement de trépidation qui aurait pu amener les plus grands désastres. Une compagnie d'étudiants valeureux alla au Luxembourg offrir ses services ; elle y resta en armes jusqu'au mardi soir. A son tour le comité de la Société des Droits de l'homme envoya prévenir que de nombreuses permanences avaient été disposées dans les 11e et 12e arrondissements, et qu'au premier signal, 3,000 hommes armés occuperaient la cour du Palais.

Sur un autre point de Paris, au Champ-de-Mars, des émissaires avaient secrètement reçu mission d'ameuter les légions ouvrières et de faire tourner en révolte la manifestation projetée. Le mot d'ordre était : « Ledru-Rollin a été pendu et Louis Blanc assassiné (1). » Exécrable provocation à la guerre civile, et qui aurait eu peut-être un succès horrible; si, heureusement, pour en détruire l'effet et en démentir la formule, les délégués du Luxembourg n'avaient pas été là !

L'Hôtel de Ville, comme je l'ai déjà dit, était devenu place de guerre, et c'était la baïonnette au bout du fusil que la garde nationale en défendait les abords. Lorsqu'après avoir longé les quais dans le même ordre, avec la même attitude qu'au 17 mars, les corporations ouvrières touchèrent à la Grève, la garde nationale leur barra le passage, et leurs délégués ne parvinrent qu'à grand'peine à pénétrer jusqu'à l'Hôtel de Ville. J'y étais, avec mes collègues, dans la salle du Conseil, quand, la porte s'ouvrant, une voix cria que les délégués des corporations avaient paru ; qu'ils parlaient d'en appeler de l'injure qu'on leur faisait à la place publique soulevée ; qu'ils demandaient violemment à me voir. Je courus à eux aussitôt, suivi d'un de mes collègues, M. Crémieux. Ils étaient, en effet, dans un accès d'indignation inexprimable. « Quoi ! s'écrièrent-ils

(1) Voy. *la Gazette des Tribunaux* du 24 mars 1849. Procès de Bourges, déposition de Klein.

« avec véhémence en m'apercevant, nous venons ici assurer le Gouverne-
« ment provisoire de nos sympathies, de notre appui ; nous venons sans
« armes lui faire connaître nos vœux ; nous venons, précédés d'un cha-
« riot qui porte l'offrande de nos dernières ressources aux besoins de la
« République... et l'on nous reçoit comme des factieux ! Et l'on ferme au
« peuple la place de Grève ! Et aux députés de ce peuple, les agents du
« maire de Paris n'ont su ménager qu'une réception pleine d'insulte ! »

Les circonstances ne motivaient que trop cet emportement. Toutefois, je m'empressai de le calmer par des paroles conciliatrices. Rejetant sur la nature des bruits qui avaient couru, les préparatifs et la réception dont les délégués repoussaient avec tant de vivacité l'injure inattendue, je ne négligeai rien pour détourner du Gouvernement provisoire une responsabilité d'où serait sortie la guerre civile. Les représentants des corporations ayant demandé pourquoi il était interdit aux ouvriers de défiler devant l'Hôtel de Ville, je mandai le colonel Rey et je lui ordonnai de prendre, pour que cette démonstration eût lieu, toutes les dispositions convenables. Il s'agissait de tracer un chemin à travers la garde nationale qui couvrait la place de Grève : je recommandai au colonel Rey de pourvoir à ce que ce chemin passât le long de l'Hôtel de Ville. Mais tout loyal effort échoua contre un mauvais vouloir qu'encourageaient bassement d'obscurs émissaires de la mairie de Paris, cachés dans la foule. Les ouvriers, *sans armes*, furent donc obligés de défiler entre deux masses compactes de gardes nationaux *armés*, sur une longue ligne, fort étroite, et qu'on affectait de couper, de dix minutes en dix minutes, pour enlever à la manifestation ce qu'elle aurait pu avoir d'imposant. Placé avec mes collègues à une fenêtre de l'Hôtel de Ville, je vis de loin des milliers de chapeaux agités en l'air, des milliers de bras étendus ; mais les cris d'affection, d'enthousiasme, de fraternel espoir que poussaient les travailleurs n'arrivaient pas jusqu'à nous, étouffés qu'ils étaient par un cri de haine, le premier que la contre-révolution eût encore fait entendre : A bas les communistes !

Après le défilé des corporations, la garde nationale s'étant insensiblement écoulée, une immense foule de peuple envahit la place de Grève, qu'à son tour elle occupa tout entière. Voici en quels termes le *Moniteur* raconte ce qui eut lieu alors :

« Vers cinq heures environ, le bruit s'étant répandu que les jours de
« quelques membres du gouvernement avaient été menacés, une foule
« immense est venue sur la place de l'Hôtel de Ville les demander à
« grands cris. Les apercevant bientôt à une des fenêtres de l'Hôtel de
« Ville, le peuple a témoigné sa joie par les plus vives acclamations.

« Parmi les députations, il y en avait une qui était venue, dès le matin,
« de la commune d'Ivry, conduite par le même sentiment d'inquiétude.
« Elle est entrée l'arme au bras, pour demander avec instance le citoyen
« Louis Blanc. Ce citoyen s'étant rendu à cet appel, la députation a salué
« sa présence avec enthousiasme (1). »

Ainsi furent déçus, dans une partie de leurs espérances, ceux qui, sur de fausses nouvelles, avaient fondé de honteux calculs. Mais, sous d'autres rapports, il y avait eu victoire, puisque la manifestation avait été troublée. Triste victoire, d'ailleurs, dans laquelle l'intrigue n'a pas même eu, quoique heureuse, les honneurs de l'habileté ! Car, que fallait-il pour que le génie de la ruse succombât misérablement? Que l'ordre du rappel ne fût pas donné? Et qui pouvait prévoir qu'il le serait?

La nuit était descendue sur Paris. De tous les membres du Gouvernement provisoire, il ne restait plus à l'Hôtel de Ville, dans la salle du Conseil, que mon collègue Flocon et moi. Sur la place de Grève, quelques groupes attardés témoignaient seuls du récent passage de la multitude et des émotions du jour. Cependant le cri : Mort aux communistes ! retentissait, poussé avec plus de force, avec plus de violence, à mesure que la foule diminuait. Flocon me fit part alors d'une remarque de nature à jeter une triste lumière sur les événements. « Voyez-vous, me dit-il en me
« montrant une centaine d'individus à figure sinistre qui se tenaient
« pressés contre la grille de l'Hôtel de Ville, voyez-vous ces hommes? Ils
« sont là depuis ce matin ; je les ai observés attentivement, et il n'est
« pas douteux pour moi qu'ils appartiennent à une police particulière.
« Ce personnage à lunettes vertes que vous apercevez au milieu d'eux les
« dirige, et c'est à un signal toujours donné par lui que les clameurs
« s'élèvent. »

Tout à coup le bruit du tambour se fit entendre. C'était une légion de la garde nationale qui arrivait à la clarté des flambeaux. Pourquoi cette promenade quasi nocturne? Celui-là seul aurait pu le dire qui l'avait provoquée ; et celui qui l'avait provoquée, quel était-il? On nous nomma M. Marrast.

Je descendis sur la place avec Flocon pour voir défiler les gardes nationaux, et je pus me convaincre de la vérité des remarques de mon collègue. Pendant que les bataillons passaient devant l'Hôtel de Ville, les individus rangés contre la grille s'épuisaient à pousser des cris de haine et de mort, dont il s'agissait de renvoyer dans tout Paris le funèbre écho. Indigné, j'allai droit à un de ces malheureux et je lui dis vivement :

(1) Voyez le *Moniteur* du 17 avril 1848.

« Pourquoi ceux dont vous demandez la mort méritent-ils de mourir ? » Il balbutia qu'il l'ignorait, qu'il criait ce qu'on lui avait ordonné de crier, et il se perdit dans la foule. La même épreuve, tentée, je crois, par Flocon, eut un résultat semblable. Toutefois, sur ce dernier point, je n'oserais répondre de la fidélité de mes souvenirs (1).

Voilà quelle fut la première campagne de la contre-révolution contre le socialisme.

Le lendemain, émus d'une légitime et noble colère, les délégués du Luxembourg allaient porter à l'Hôtel de Ville la protestation suivante, document historique de la plus haute importance (2) :

Citoyens,

Notre manifestation d'hier a donné lieu à des manœuvres contre-révolutionnaires, à mille bruits mensongers; et aujourd'hui même elle reçoit, dans certains journaux, des commentaires aussi dangereux qu'absurdes.

D'un autre côté, les fausses rumeurs qui avaient précédé notre arrivée à l'Hôtel de Ville dans la journée d'hier, y ont donné lieu à un malentendu à propos duquel il est de notre dignité et de notre devoir de nous expliquer nettement.

Nous commençons par affirmer, sur l'honneur, qu'en nous réunissant au Champ-de-Mars, pour nous rendre de là à l'Hôtel de Ville, notre but n'a pas été autre que celui-ci :

1° Elire quatorze d'entre nous devant faire partie de l'état-major de la garde nationale ;

2° Prouver que les idées d'organisation du travail et d'association, si cou-

(1) Peut-être s'expliquera-t-on aisément le rôle que put jouer, dans la journée du 16 avril, certaine police occulte, si on veut méditer le passage suivant du rapport de M. Ducos sur les comptes du Gouvernement provisoire :

« M. Armand Marrast, qui appartenait à la fraction modérée du Gouverne-
« ment provisoire, fut chargé, en sa qualité de maire de Paris, de faire une
« police particulière. D'après la déclaration de M. Marrast, d'après les témoi-
« gnages nombreux que nous avons recueillis et dont nous parlerons plus
« tard, cette police n'eut rien d'officiel ; elle ne fut pas même le résultat d'une
« décision régulière et formelle ; mais elle n'en fut pas moins très-active et
« très-puissante. On peut dire qu'elle fut convenue *entre les membres modé-*
« *rés du gouvernement, à demi-mots et par accord mutuel.* »

(Voy. le *Moniteur* du 26 avril 1849.)

(2) Voy. le *Moniteur* du 19 avril.

rageusement soutenues par les hommes qui se sont dévoués à notre cause, sont les seules idées du peuple, et que, suivant lui, la Révolution de février serait avortée, si elle ne devait pas avoir pour effet de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme ;

3° Enfin, offrir au Gouvernement provisoire, après lui avoir exprimé nos vœux, l'appui de notre patriotisme contre les réacteurs.

Voilà ce qu'ont bien clairement prouvé la devise écrite sur les bannières de nos corporations, le texte de la pétition remise par nos députés à l'Hôtel de Ville, le calme inaltérable de notre attitude, et l'offrande apportée par nous au Gouvernement provisoire de la République.

D'où vient donc que la garde nationale a été convoquée extraordinairement et en armes comme en un jour de danger? D'où vient qu'avant l'arrivée à l'Hôtel de Ville de nos représentants et amis, les citoyens Louis Blanc et Albert, nos délégués, ont reçu un accueil qui avait tous les caractères de la défiance?

Nous connaissons maintenant ce qui en est et nous allons le dire :

Précisément parce qu'ils savaient ce que notre manifestation avait de calme, de vraiment républicain et de favorable à la consolidation de la Révolution populaire de février, les réacteurs ont d'abord fait courir le bruit que nous voulions renverser le Gouvernement provisoire au profit du citoyen Blanqui, de manière à exciter contre nous tous ceux qui voient dans l'existence du Gouvernement provisoire une garantie de l'ordre et de la liberté.

En même temps des émissaires de la réaction allaient colportant cette monstrueuse calomnie, que les citoyens Louis Blanc et Albert nous avaient encouragés à scinder violemment le Gouvernement provisoire, calomnie contre laquelle nous protestons de toutes les forces de notre âme indignée.

Si nous avions voulu renverser le gouvernement ou le changer, nous ne nous serions pas réunis sans armes au Champ-de-Mars, nous aurions pris des mesures pour nous trouver, non pas comme hier au nombre de 100,000, mais au nombre de 200,000, ce qui nous eût été facile. Enfin, nous n'aurions pas fait entre nous cette collecte que nous avons été porter à l'Hôtel de Ville, et nous n'aurions pas terminé notre pétition par ces mots : *Vive le Gouvernement provisoire!*

Voilà ce qu'il était bon que nous fissions connaître à tous.

Nous devons aussi dénoncer comme une preuve des manœuvres employées par certains agents de la réaction, la nouvelle qu'on avait attenté aux jours du citoyen Louis Blanc, nouvelle semée, sans aucun doute, dans des intentions de désordre, mais dont heureusement nous avons pu connaître assez tôt la fausseté, et qui n'a servi qu'à prouver à tous combien était intime et profonde, quoi qu'en disent les réacteurs, l'union du peuple et de ceux en qui il a mis sa confiance.

Il faut donc qu'on le sache bien, rien dans la journée d'hier n'était de nature à motiver les alarmes. Le peuple sait qu'il est fort : il lui est permis de rester calme. Il est là pour défendre la Révolution telle qu'il l'a comprend ; sous sa sauvegarde elle ne périra pas.

Nous confions cette protestation au Gouvernement provisoire, et nous le prions de vouloir bien la rendre publique.

Paris, ce 17 avril 1848.

Les Délégués des corporations

LAGARDE, président du comité central;

DUMOND, GODIN, vice-président; A LEFAURE secrétaire.

La journée du 16 avril n'avait pas répondu complétement à l'attente des hommes qui, d'une main si imprudente, y avaient semé la haine et la discorde ; mais les partis vaincus en février avaient retrouvé la voix, et ils allaient évidemment se préparer à de plus hardis desseins. Il fallait donc réparer autant que possible le mal accompli, en adoptant des mesures énergiques, propres à saisir puissamment l'opinion et à prouver que la Révolution était toujours vivante, qu'elle avait l'œil ouvert sur ses ennemis, qu'elle n'entendait ni abdiquer, ni fléchir. De là divers décrets qui parurent dans le *Moniteur* du 19 avril, et qui avaient pour but manifeste de raffermir l'action révolutionnaire; de là l'avertissement officiel qui indiquait dans quelles attributions, strictement tracées, serait désormais enfermé le droit de faire battre le rappel, attendu que le rappel, battu intempestivement, « était de nature à jeter le trouble dans la cité, à « effrayer les esprits, à nuire au commerce, au travail, à l'industrie, en « fatiguant inutilement la garde nationale ; » de là, enfin, une proclamation que je rédigeai moi-même, et dont le caractère n'avait rien d'équivoque.

« Convaincus que les droits de la conscience humaine sont sacrés et « inviolables ; qu'entre de vrais républicains il ne saurait exister d'autre « lutte que la discussion, la discussion bienveillante et libre; que l'union « des esprits est bien près de s'accomplir quand elle a été préparée par « l'union des cœurs ; que les ennemis de la République peuvent seuls « être intéressés à répandre la défiance, à encourager aux dissentiments « par des dénominations de parti qui bientôt se traduisent en cris hos- « tiles aux personnes ;

« Le Gouvernement provisoire déclare désapprouver de la manière la « plus formelle tout cri provocateur, tout appel à la division entre les « citoyens, toute atteinte portée à l'indépendance des opinions pacifiques.

« Le gouvernement qui a inscrit le mot *Fraternité* sur les étendards « de la patrie ne saurait être qu'un pouvoir tutélaire et conciliateur.

« Le cri qu'il aime à entendre, et on le trouvera toujours prêt à en

« donner le signal, c'est un cri de généreuse victoire, un cri de liberté,
« un cri d'espérance, c'est ce cri sauveur : VIVE LA RÉPUBLIQUE (1) ! »

Cette proclamation, écrite de ma main, fut signée par tous les membres du Gouvernement provisoire, et ne rencontra d'opposition ni de la part de M. de Lamartine ni de la part de M. Marrast.

L'attitude prise par le Gouvernement provisoire le lendemain même du 16 avril étonna la contre-révolution et la tint pendant quelques jours en respect; mais, au bruit du rappel fatal, elle avait secoué son sommeil apparent; elle s'était levée, et depuis elle resta debout. Ce qui en est advenu, on le sait aujourd'hui!

Heureusement, les victoires du mensonge sont toujours passagères : il n'y a de vraiment invincible en ce monde que la justice et la vérité.

(1) Voyez le *Moniteur* du 19 avril 1848.

LE BUDGET DE LA CALOMNIE.



A Messieurs les Membres

DU COMITÉ DE LA RUE DE POITIERS.

Messieurs,

Pour sauver le vieux monde, qui s'en va;
Pour couper les ailes au socialisme;
Pour persuader aux martyrs de tant d'inégalités conventionnelles, qu'en leur prêchant l'égalité on les mène dans le pays des songes;
Pour donner aux misérables leur misère à adorer;
Pour faire savoir aux pauvres que la pauvreté est de commandement divin et d'essence immortelle;
Pour prouver qu'on ne doit à personne la certitude d'avoir du pain en le gagnant,... et prouver cela à un million d'affamés;
Pour montrer aux ouvriers de la ville, esclaves du salaire, et aux cultivateurs de la campagne, serfs de l'usure, l'idole du capital sur l'autel, et crier de manière à être entendu de la France entière : A genoux !
Pour orner enfin de bandelettes le front des victimes du mal et leur recommander le culte des faux dieux en l'honneur desquels on les immole;....
Vous avez, Messieurs, ouvert une liste de souscription ; et, l'argent étant

venu en toute hâte, à votre voix, défendre la domination de l'argent, vous avez recueilli 199,584 fr.

Faut-il vous l'avouer? Cette nouvelle nous a fait d'abord tressaillir de joie, nous contre qui allait être conduite cette grande croisade des capitaux. La discussion ne tue que l'erreur; et, comme nous sommes sûrs d'avoir pour nous la vérité, il ne pouvait nous déplaire de vous voir, à vos frais, agrandir le champ de bataille et généraliser le combat.

D'ailleurs, portés naturellement à nous respecter dans nos adversaires, nous comptions sur la probité de vos répugnances, sur la loyauté de vos terreurs et de vos haines. Nous nous promettions d'avance qu'en nous accusant, vous prendriez souci de justifier vos accusations, qu'en NOUS RÉFUTANT VOUS NOUS CITERIEZ; en avez-vous agi de la sorte?

J'ai sous les yeux votre compte-rendu. Il en résulte que vous avez fait composer 31 brochures imprimées à 2,500,000 exemplaires. Voilà, certes, une publicité formidable, et, pour peu que la raison soit de votre côté, c'en est fait : à l'heure où je parle, le socialisme est mort !

Mais voyons un peu ce que disent ces brochures? J'ouvre, et je lis : — Car nous autres, socialistes, nous n'inventons rien, nous prouvons, et, quand il nous arrive d'attaquer, nous nous croyons tenus de CITER. —

« Je ne sais vraiment pas où ces gens-là ont la tête, ni à quoi ils son-« gent, pour venir nous conter de semblables sottises. Il faut qu'ils nous « croient bien bêtes, bien ignorants ou bien corrompus. Eux qui n'ont « rien à perdre, rien à ménager, et qui ne peuvent que gagner au dés-« ordre, ils font leur métier d'anarchistes et de bandits ; cela se conçoit. « Ils voudraient pouvoir voler et piller tout le monde. Ils ne respectent « rien, pas plus le passé que le présent, pas plus ce qui a été que ce qui « est. Ils ne s'inquiètent de rien ; car que leur importe la justice, la loi, « la morale, la société, la religion? Leurs idées n'ont rien de commun avec « celles-là. Quand j'entends ces partageux-là me parler, il me prend tou-« jours envie de les chasser à coups de trique. »

(*Les Partageux*, par WALLON, p. 58.)

« Si je tenais Proudhon, je crois que je l'étranglerais. »

(*Lettre de Pierre Favel*, p. 2.)

« Sans famille, l'homme descendrait au niveau de la brute qui nourrit « ses petits et ne les reconnaît pas ensuite : tel est le progrès que vous « prêchent les réformateurs de la société. »

(*Le Club de village*, par M. LAMARQUE-PLAISANCE, p. 16.)

« Toujours et toujours le même système. Prendre aux uns pour donner « aux autres, prendre à ceux qui possèdent légitimement pour donner à « ceux qui n'ont aucun droit. Seulement, jusqu'à présent, on voulait ac-« cabler les riches, sans profit pour les pauvres, même à leur préjudice, « en satisfaisant des passions de haine et d'envie. Ici c'est le pauvre lui-« même que l'on dépouille, afin d'enrichir nous ne savons qui, et surtout « pour éblouir au moment des élections ceux qui auraient l'innocence de « se laisser tromper. Tel est le dernier progrès du socialisme ; telle est la « plus odieuse de ses machinations. »

(*Le Budget de la République rouge*, p. 33.)

« Vous vous rappelez, vous surtout, ouvriers de Paris, cette indigne « charlatanerie. Sous prétexte d'*organiser le travail*, de soi-disant tri-« buns du peuple, très-amateurs de toutes les jouissances de la vie, s'é-« taient installés dans un pompeux palais, au Luxembourg. Aux dépens « du trésor public, ils y faisaient grande chère ; ils arrosaient des per-« dreaux truffés avec des vins des meilleurs crus, et, dans l'intervalle de « ces occupations, ils jetaient chaque jour à de pauvres gens trompés des « théories inintelligibles. »

(*La vérité aux ouvriers, aux paysans, aux soldats*, par M. Théodore Muret, p. 5.)

« .... M. Cabet avec son Icarie, M. Cabet qui, avec ses dehors douce-« reux, a entraîné tant de malheureux dans l'abîme, M. Cabet, dont le nom « nous apparaît chaque jour dans les feuilles publiques mêlé aux turpi-« tudes et aux escroqueries de toutes sortes, M. Cabet enfin, qui prati-« que peut-être aujourd'hui, dans l'estomac d'un crocodile icarien, ses « charmantes théories. »

(*Où est le salut du pays?* par un Ami de la France, p. 8 et 9.)

« Les socialistes et les communistes sont des montagnards renforcés... « C'est un ramassis d'aventuriers, d'hommes ruinés, criblés de dettes, « échappés des galères ; une foule de vauriens, de libertins, de fainéants « qui veulent vivre à leur aise aux dépens d'autrui. »

(*Petit manuel du paysan électeur*, p. 22.)

Je m'arrête, de dégoût. Oui, c'est pour trouver partout des échos à ces prodigieuses vilenies, c'est pour infecter du venin de ces mensonges le lait dont se nourrissent les esprits ignorants et les cœurs simples, c'est

pour assurer une prime à ce libertinage de style qui étonnerait le fantôme évoqué d'Hébert lui-même, qu'on aura bientôt dépensé 200,000 francs,... de quoi sauver de la faim, pendant un an, deux cents familles!

Ah ! ces livres que vous faites faire et que vous payez, vous ne les avez pas lus, messieurs, n'est-ce pas? Non, il n'est pas possible que vous laissiez votre responsabilité s'égarer à ce point et descendre si bas, vous, monsieur Thiers, qui avez eu l'honneur de vous asseoir autour du tapis vert où se joue la partie des rois contre les peuples ; vous, monsieur de Montalembert, qui devez avoir les scrupules d'un dévot ; vous, monsieur Baraguay-d'Hilliers, qui êtes un soldat; vous tous enfin qui formez le conseil des soixante-quinze : doctes économistes, savants à la démarche grave et au front pensif, élégantes célébrités de la rive gauche de la Seine, héros du savoir-vivre, Camille Desmoulins de la contre-révolution! Mais on vous compromet, je vous en avertis. Vos serviteurs mangent leurs gages à vous faire un mauvais renom. Songez-y! songez-y! L'on déshonore votre livrée.

Où donc veulent en venir ceux qui s'en vont décriant de la sorte un si haut patronage?

A nous faire égorger? Cette justice leur est due, qu'ils ne s'en cachent pas. Volontiers ils accuseraient de trop de mansuétude ce général Cavaignac, qui, pourtant, la veille des combats de juin, s'endormit du sommeil de Napoléon à Austerlitz — comme il l'a dit lui-même depuis, il avait sommeil : voilà tout. —

A nous faire égorger? Il faut bien le croire, quand nous avons entendu un de ces honnêtes philosophes crier : « Il n'y a qu'un argument à opposer aux socialistes, le fusil ou la fourche. » J'en sais d'autres qui le pensent, quoiqu'ils n'aient pas pouvoir de le dire d'une voix articulée, parce que le sang leur est monté à la gorge et les étouffe !

A vous, messieurs, de voir si vous ne feriez pas bien de désavouer cette rage subalterne, au lieu de lui laisser prendre vos couleurs. Car, vous qui avez certainement médité sur l'histoire et ses enseignements, vous n'ignorez pas qu'à poursuivre une doctrine avec la fourche et le fusil le péril est extrême; que, dans la chasse aux pensées, quand on la veut sanglante et que le cor sonne le hallali, il est arrivé plus d'une fois aux chiens de se retourner contre les chasseurs ; que la grande affaire, en ce monde, est d'avoir raison, au moyen de la raison ; que la calomnie, en définitive, n'a jamais porté aussi loin qu'une idée juste ; que les premiers chrétiens, traités de brigands, furent livrés aux bêtes fauves, ce qui accéléra le triomphe du christianisme, et que, si leur maître mourut crucifié entre deux voleurs, ce fut précisément afin que, changeant plus tard l'infamie en gloire, la vérité nous donnât pour

symbole de la rédemption du genre humain... l'opprobre d'un gibet.

Croyez-moi, messieurs, dans le cas où vos convictions seraient de la trempe des nôtres, ce que vous avez de mieux à faire, c'est d'employer à nous combattre deux cent mille francs,..... deux cents millions, s'il se peut, en y mettant de la bonne foi et de la décence.

Voulez-vous que vos scribes prennent l'engagement de ne pas nous calomnier, de ne pas nous prêter mensongèrement des idées qui ne furent jamais les nôtres, et des projets qui nous font horreur? Voulez-vous qu'ils s'obligent d'avance, QUAND ILS NOUS RÉFUTERONT, A NOUS CITER?

A cette condition, messieurs, je souscris pour votre œuvre de propagande, que dis-je? j'ouvre une souscription populaire destinée à l'agrandir.

Mais donnez un budget à la discussion : jusqu'ici, sans le savoir, je pense, vous n'en avez donné un qu'à la calomnie.

POST-SCRIPTUM.

L'article qui précède était fait, quand les journaux m'ont apporté le discours prononcé par M. de Montalembert à Besançon. Il faut donc que je revienne sur mes pas ; il faut qu'à mon grand regret je reconnaisse les inspirations des chefs dans les fureurs des goujats de l'armée.

C'est toujours le style de l'injure, toujours le grincement de dents; c'est toujours le poing fermé qu'on nous montre de loin.

M. de Montalembert n'a qu'un mot pour exprimer ses sentiments à l'égard du Socialisme : « Mon horreur. » Il compare les socialistes à des bêtes féroces dont il ne faut pas ouvrir la cage, sous peine de leur voir dévorer les gens : ces bêtes féroces étaient déchaînées en février; qui ont-elles dévoré?

M. de Montalembert nous appelle des plagiaires de 93 : M. de Montalembert, qui est encore en vie, si je ne me trompe, est prié de lire le décret sur l'abolition de la peine de mort ; et il avouera, du moins, qu'une chose a manqué à notre plagiat : la guillotine.

Mais laissons tomber cette clameur de la médiocrité saisie de rage ; laissons le dépit de ces hommes se venger de tout ce qu'ils doivent à notre dédain, et contentons-nous de faire observer à un aussi noble adver-

saire que ses gros mots sentent peu leur gentilhomme ; que, dans la bouche d'un modéré de bonne maison, ils prêtent à rire aux plébéiens bien élevés, et qu'on se doit à soi-même de ne pas emprunter, pour soutenir sa cause, le langage de ses laquais.

A M. de Lamartine, maintenant.

Que penserait-on d'un homme qui, ayant à combattre M. de Lamartine, s'oublierait jusqu'à le faire dans les termes que voici :

Vous reprochez aux socialistes de vouloir supprimer le capital et le capitaliste. Bêtise ! Car vous confondez ici ce que jamais les socialistes ne confondirent, et vous leur prêtez votre propre ignorance. Dans tout système, le capital, sachez-le bien, est regardé comme absolument indispensable à l'œuvre de la production industrielle ou agricole ; mais, loin de perdre son utilité en passant du service d'un individu isolé au service de l'association, il se multiplie ; loin de périr, en se concentrant, il s'accroît. La suppression du *capitalisme* ne saurait donc être aucunement la suppression du *capital*. Rassembler les détachements épars d'une armée, est-ce la détruire ?

Vous reprochez aux socialistes de vouloir supprimer l'industriel, en même temps que l'intérêt de l'argent pour celui qui le fait valoir ou qui le prête. Bêtise ! Car c'est justement pour rendre l'industrie plus active, plus libre, plus vivante, qu'il faut attaquer l'usure : impôt levé sur le travail par l'oisiveté, sur l'intelligence par la matière, sur des hommes par des écus.

Vous dites, pour défendre l'odieux régime de la concurrence, que ce régime consiste à gagner en faisant gagner son voisin, et que nous appelons cela *exploitation de l'homme par l'homme*. Bêtise ! Car, sous le nom d'*exploitation de l'homme par l'homme*, on n'a jamais désigné que le système qui consistait à gagner en faisant perdre son voisin : ce qui est précisément le caractère de la concurrence.

Vous dites que la terre ne peut pas plus appartenir à celui qui la cultive que la maison au maçon qui la bâtit ; le cheval à celui qui le monte ; le diamant à celui qui le taille, et vous croyez par là répondre en vainqueur à quiconque demande au travail les titres légitimes de la propriété. Bêtise ! Car la question n'est pas le moins du monde d'emprisonner chaque travailleur dans la possession de l'objet particulier de son travail, mais de faire que l'ensemble des choses produites appartienne à l'ensemble des producteurs.

Vous dites : sans capital pas de revenu, sans consommation pas de production, sans production pas de moyen d'exister, sans moyen d'exister

pas de multiplication de l'espèce. Bêtise ! Bêtise ! Car il y en a certainement beaucoup à présenter comme objection, ce que personne ne conteste, et à proclamer d'un air profond qu'il fait ordinairement jour à midi....

Oui, que penserait-on d'un homme qui, se piquant de bon goût, désirant se poser en personnage grave et passer pour un homme d'État, emploierait cette forme d'une élégance si équivoque et s'exposerait ainsi, de gaieté de cœur, aux plus grossières représailles? Il est si facile de crier à la bêtise d'autrui ! Pas de sot qui n'y suffise.

Il est, d'ailleurs, bien connu que ceux-là nient volontiers les idées, qui ont à se consoler de n'en avoir point, et que l'outrage à la fécondité est la ressource suprême des impuissants au désespoir.

Mais, pour caractériser ce qui a le malheur de lui déplaire, M. de Lamartine ne se borne pas à employer les mots *bêtise, niaiserie, imbécillité, stupidité, idiotisme, abrutissement, hébêtement;* il enrichit le vocabulaire de ses répugnances des mots *perversité, pillage, brigandage, crime, scélératesse,* que sais-je encore?

Quand les socialistes critiquent l'organisation de la société actuelle, savez-vous comment ils s'expriment, eux qu'on accuse de semer entre les citoyens la division et la haine? Je vais vous le dire :

« O riches, on vous trompe quand on vous excite contre ceux qui con-« sacrent leurs veilles à la solution calme et pacifique des problèmes so-« ciaux. Oui, c'est votre cause que cette cause sainte des pauvres. Une « solidarité de céleste origine vous enchaîne à leur misère par la peur, et « vous lie par votre intérêt même à leur délivrance future. Leur affran-« chissement seul est propre à vous ouvrir le trésor, inconnu jusqu'ici, « des joies tranquilles; et telle est la vertu du principe de fraternité que « ce qu'il retrancherait de leurs douleurs, il l'ajouterait nécessairement à « vos jouissances.... Il ne s'agit pas de déplacer la richesse, il s'agit de « l'universaliser en la fécondant; il s'agit d'élever, pour le bonheur de « tous, de tous sans exception, le niveau de l'humanité (1).

Ou encore :

« ... Les maux signalés accusent non pas tel ou tel homme, telle ou « telle classe, mais une mauvaise organisation sociale, un faux principe. « Or, changer une mauvaise organisation sociale, écarter un faux prin-« cipe, ce n'est point là une affaire d'impatience et de révolte, c'est une « affaire d'étude et de science... Le moindre emportement dans vos plus « légitimes désirs, la moindre violence dans vos actes risqueraient de « tout compromettre. C'est ce que, grâce au ciel, vous sentez aussi bien « que moi ; et c'est un des plus glorieux indices de la grandeur de nos

(1) *Organisation du travail*, pages 20 et 21, sixième édition.

« prochaines destinées que cette disposition du peuple à attendre son af-
« franchissement, non de la force brutale, mais de l'ordre, de la discus-
« sion libre, de la science (1). »

Voilà de quelle manière les socialistes ensemencent le champ des inimitiés et de l'envie ; voilà de quelle manière ils prêchent la croisade impitoyable des pauvres contre les riches, et c'est ainsi qu'ils sonnent le tocsin des guerres civiles ! Mais voyez combien plus douces et plus conciliantes sont les paroles que M. Lamartine, un modéré, adresse aux instituteurs ruraux.

« Vous avez pris pour des républicains les démagogues et les terro-
« ristes, les ennemis les plus mortels de toute démocratie, parce qu'ils la
« rendent odieuse en la faisant confondre avec la tyrannie, avec le pil-
« lage, avec le crime, avec le sang... Quelques-uns d'entre vous se sont
« faits les vils échos, les entremetteurs d'anarchie de ces terroristes,
« génération impure et vénéneuse, née de la fange, détrempée de sang
« humain sous les égouts de 93 (2). »

Et ailleurs, toujours sous la plume de M. de Lamartine, les doctrines nouvelles consistent :

« A adorer le plus brutal sensualisme, à renverser les autels, à arra-
« cher les bornes des champs, à supprimer la famille, à disperser le foyer
« domestique, à renverser la marmite, à convier le genre humain à une
« gamelle universelle, à mettre la société à la ration comme une com-
« pagnie de discipline dans une caserne, ou une escouade sur un pon-
« ton (3)... » à se déclarer enfin « ennemi de toute loi, de tout gouverne-
« ment, de tout ordre régulier, de toute propriété, de toute société (4). »

Et ce n'est pas là exciter à la division entre citoyens ! Ce n'est pas là répandre la peur, enflammer la haine ! Ce n'est pas là crier aux paysans éperdus : « Alerte ! Prenez vos fusils, et feu sur ces brigands ! »

Je doute fort qu'en parcourant la France entière, une loupe à la main, on y pût découvrir, cachés dans les profondeurs de la population, six monomanes semblables à ceux qui font tomber le style de M. de Lamartine en épilepsie. Dans tous les cas, cinq ou six fous furieux ne mettraient pas en péril une nation de trente-quatre millions d'hommes, alors même que Charenton n'existerait pas.

Que si M. de Lamartine veut parler d'un véritable parti, d'un parti puissant, oh ! alors, qu'il s'explique, pour échapper à des soupçons, évi-

(1) Discours prononcé au Luxembourg. Voy. le *Moniteur* du 7 avril 1848.
(2) *Le Conseiller du peuple*, n° VII, p. 286 et 288.
(3) *Ibid.*, p. 270.
(4) *Ibid.*, p. 271.

demment calomnieux, de démence. Voyons! où est-il, ce parti de sauvages qui ne doivent rien respecter, ni les châteaux qu'ils pilleront, ni les chaumières qu'ils brûleront, ni la terre qu'ils dépèceront, ni les femmes qu'ils se partageront, ni les honnêtes gens qu'ils guillotineront? Où sont-ils ces misérables dont la logique est : « Tu ne veux pas que je te dépouille et « que je t'opprime! — Je te tue? » Où sont les monstres qui ont juré d'anéantir à jamais la famille, parce que sans doute ils n'ont pas été portés dans les entrailles d'une femme, parce qu'ils n'ont pas eu de frère à aimer, parce que la voix d'une sœur n'a jamais retenti à leur oreille, parce qu'ils n'ont jamais prononcé ce mot si profond et si doux : Ma mère? Cette armée que M. de Lamartine paraît si bien connaître, a des chefs : qu'il les nomme! Ces propagateurs d'infamies ont probablement fait des discours : qu'il les reproduise! Ces professeurs de pillage ont probablement écrit des livres : qu'il les cite! Pas de réticences; des désignations précises, des noms propres, des citations textuelles, des preuves!

Car enfin, s'il se trouvait, monsieur, par impossible, contre votre volonté certainement, et pour l'inconsolable douleur du reste de votre vie, que, de vos phrases, on fît des épées, au moins faudrait-il que la main du premier venu ne pût pas au hasard en promener la pointe. S'il arrivait que, recevant de vos paroles une impression condamnée par vos sentiments, des malheureux ne jugeassent bons qu'à être exterminés des hommes dénoncés comme exterminateurs, au moins faudrait-il qu'il n'y eût pas confusion et que les coups de poignard ne se trompassent pas de poitrine. La Saint-Barthélemy eut lieu pendant la nuit : c'est assez d'une fois, et il sera bien que, de nos jours, on ne répète pas ce cri fameux d'égorgeurs : « Dieu reconnaîtra les siens! »

ORGANISATION

DE LA PROPAGANDE SOCIALISTE.



Le gouvernement de la France sera démocratique et social le jour où les électeurs auront envoyé à l'Assemblée 376 représentants socialistes. Telle est la solution pacifique et parfaitement légale de la crise qui agite la France; tel est le but vers lequel doivent tendre tous les efforts de notre parti.

C'est par la propagande que nous combattrons désormais nos ennemis, dépositaires momentanés de la force. S'ils nous arrachent des mains les armes de la discussion, la conscience publique jugera entre eux et nous, et cet appel à la violence contre la raison fera plus pour notre cause que nous n'eussions pu faire nous-mêmes.

Le peuple des villes est acquis aux idées sociales; le peuple des campagnes les embrasse avec d'autant plus de fougue qu'il a été plus longtemps sevré de la vie politique; la bourgeoisie intelligente, après avoir servi de marchepied à l'aristocratie financière, se retourne éplorée vers le socialisme, seul protecteur et gardien vigilant des intérêts de tous. Patience! voici venir le jour.

La propagande socialiste, et c'est là ce qui fait sa force, ne sera jamais ce que fut la trop célèbre entreprise de la rue de Poitiers. Elle laisser, aux libellistes réactionnaires le monopole du mensonge et de la calomnie, sa mission à elle est de répandre la lumière, et telle est l'intime connexion de toutes les vérités divines, que toute extension donnée aux idées, tout

élan imprimé aux intelligences, toute diffusion de la science, tend à donner l'humanité au socialisme.

L'instruction est la plus efficace des propagandes. Le peuple est impatient de puiser à ces sources mystérieuses du savoir que tous les gouvernements se sont jusqu'ici accordés à lui tenir rigoureusement fermées. Ne sommes-nous pas à la veille de voir l'enseignement redevenir le monopole des corporations religieuses, ces éternels complices du despotisme? Aux socialistes à tenter ce que le gouvernement aurait dû faire, et à commencer l'œuvre d'émancipation intellectuelle qu'ils devront continuer plus tard d'une manière officielle lorsque le socialisme sera... l'Etat. Les honnêtes gens de toutes les opinions viendront applaudir. Car chacun sent que l'heure du peuple arrive, et qu'il importe de le préparer à ses hautes destinées.

Nous faisons donc appel ici à tous les hommes de bonne volonté.

Que ceux qui veulent l'émancipation intellectuelle du peuple se réunissent et forment une société d'instruction universelle; que cette société se fasse le centre et le point de départ de tous les efforts tentés pour répandre l'instruction et vulgariser la science. Les moyens s'offrent en foule, et le parti démocratique ne manque point d'hommes disposés à se dévouer à cette mission glorieuse.

De quelle utilité ne seraient pas aujourd'hui des cours publics et gratuits, ouverts dans toutes les grandes villes et spécialement à Paris, des cours où l'on enseignerait et les connaissances élémentaires, telles que la lecture, l'écriture, l'arithmétique, et les notions, plus élevées, de l'histoire, des sciences physiques, naturelles et mathématiques? Ces cours, où la politique n'aurait aucune place, seraient néanmoins la meilleure école du socialisme. Car tout homme du peuple, instruit, est un homme acquis aux doctrines nouvelles. Les départements qui ont envoyé des socialistes à l'Assemblée sont précisément ceux où l'instruction est le plus répandue. C'est un fait de statistique : qu'on jette les yeux sur la carte de France!

Aux jeunes gens des écoles, surtout, nous adressons notre appel. Enfants privilégiés de la société, ils ont sous la main les trésors de la science; ne serait-il pas honorable de leur part de se présenter comme instituteurs du peuple, et de le faire entrer en partage de ces richesses morales qui jusqu'ici leur ont été exclusivement dévolues! Toutes les branches de l'enseignement trouveraient dans les écoles d'habiles et zélés vulgarisateurs : l'Histoire Naturelle, la Physique, l'Hygiène, les Mathématiques, parmi les étudiants en médecine; l'Histoire, la Littérature, la Législation Usuelle, parmi les élèves de l'Ecole de droit.

Il est malheureusement probable que le gouvernement, comme il l'a déjà fait souvent, refusera de prêter, pour ces cours, quelques-uns de ses

nombreux amphithéâtres. Mais les frais de location et de matériel seraient minimes et facilement supportés, si la société d'instruction se composait de deux classes d'adhérents : 1° professeurs mettant leur intelligence au service de l'enseignement populaire; 2° souscripteurs pourvoyant aux dépenses de la société par une faible cotisation.

Comme établissements auxiliaires de ces cours, on pourrait ouvrir, dans les quartiers populeux, des salons de lecture gratuits où, indépendamment des journaux démocratiques, certains livres choisis seraient mis à la disposition des travailleurs. On y rassemblerait non-seulement les ouvrages les plus remarquables des écrivains socialistes, mais encore les chefs-d'œuvre de la littérature française et les traités élémentaires de la science. Tous ces ouvrages, susceptibles d'être prêtés au dehors, formeraient de petites bibliothèques populaires et fourniraient un aliment à cette soif d'instruction et de lecture, qui fait que les ouvriers, ne trouvant point à leur portée de bons livres, lisent indistinctement tous ceux que leur jettent leurs ennemis ou le hasard.

Le clergé ultramontain, toujours habile, n'a pas négligé cette tendance. Nombre d'églises ont aujourd'hui des bibliothèques où les ouvriers sont admis à venir s'approvisionner d'ouvrages pieux.

C'est encore le clergé ultramontain qui presque partout s'est emparé de la composition et de la propagation des ouvrages d'instruction élémentair .

Propriétaire d'immenses établissements typographiques, disposant d'une véritable armée de compilateurs et de copistes, il a inondé la France d'un déluge de publications à bon marché qui, toutes fabriquées sur un modèle uniforme, n'ont d'autre objet que de fausser le jugement du du peuple.

De petits traités sur toutes les notions usuelles, vendus à très-bas prix, mais rédigés avec le plus grand soin par les hommes les plus capables, contrebalanceraient utilement l'action subversive de ces indigestes compilations, où le bon sens, les faits, l'histoire sont outragés à plaisir.

Quant à ce qui est de la propagation des doctrines sociales proprement dites et de la controverse politique, nous désirerions, nous l'avouons, les voir un peu moins livrées au hasard et au caprice. Moins de brochures, moins de pamphlets, et un peu plus de choix, d'ordre, de méthode dans la publication.

Ne serait-il pas à propos de fonder, par l'initiative et sous la direction politique des chefs du parti, une librairie socialiste ? A la tête de la partie matérielle de l'entreprise seraient placés des citoyens joignant à un patriotisme éprouvé les connaissances nécessaires pour le commerce de la librairie.

Un comité composé de représentants, de rédacteurs en chef de journaux démocratiques, etc.., formerait un conseil de direction et de surveillance.

Examinant la situation politique et la marche des événements, il déterminerait sur quels points il serait nécessaire d'appeler l'attention publique ; il fixerait des sujets de brochures et les mettrait au concours ; il jugerait les ouvrages présentés ; il assignerait une indemnité aux auteurs qui lui sembleraient avoir le mieux traité les questions proposées, et, éditant leurs travaux aux frais de la librairie socialiste, il leur donnerait toute la publicité que ses relations avec les différents centres mettrait à sa disposition.

Ce mode de publication aurait, ce nous semble, l'avantage de fortifier la propagande démocratique en la concentrant et en encourageant les œuvres sérieuses. L'unité est le premier besoin d'un parti qui veut agir efficacement sur les destinées du pays.

Quelque incomplètes que soient encore ces idées, nous nous empressons de les livrer à nos amis, parce qu'il est essentiel d'aborder sans retard ce travail d'organisation du parti, qui doit être aujourd'hui la souveraine préoccupation des démocrates socialistes.

LE CONGRÈS DE LA PAIX.

On n'ignore pas que la grande frayeur de Malthus, c'était l'accroissement de la population qui, selon lui, s'augmentait dans une proportion géométrique. On sait, de plus, qu'à ses yeux le pauvre était un convive surnuméraire pour lequel la nature n'a pas réservé de place au banquet de la vie.

Il semble donc que ceux de cette école ne devraient pas regarder la guerre comme un si horrible fléau. Quand on ne croit pas que la pauvreté puisse être supprimée, il semble qu'on doive prendre son parti des grandes saignées que, de temps en temps, la guerre fait au genre humain. Malthus, qui était un bon logicien sans être un méchant homme, n'aurait pas été, je gage, du Congrès de la paix.

Aussi n'avons-nous pas été peu surpris de voir que ce Congrès ait été provoqué par les principaux disciples de Malthus.

Que des socialistes eussent pris une semblable initiative, rien de plus simple. Lorsqu'on travaille au triomphe du principe de fraternité dans le monde; lorsqu'on regarde la misère, non pas comme une impitoyable loi de la nature, mais comme l'effet d'une mauvaise organisation sociale; lorsqu'on est convaincu que la terre peut nourrir tous ses habitants et que c'est l'affaire du génie de l'homme, il est bien naturel que la guerre ne paraisse que ce qu'elle est réellement dans la plupart des cas, c'est-à-dire une folie atroce.

Mais on demandera peut-être alors pourquoi les socialistes n'ont pas pris les devants. Pourquoi? C'est qu'ils ne sont pas si utopistes qu'on pense. Ils ne mettent pas, eux qui raisonnent, la charrue devant les bœufs. Ils comprennent qu'avant de supprimer les armées, il faut supprimer les rois, à qui des prolétaires armés sont indispensables pour contenir les prolétaires sans armes; et qui, d'ailleurs, ont à acquérir de la GLOIRE dans les combats.

Il est dommage qu'au moment où Nicolas parlait d'aller pacifier la Hongrie, messieurs du Congrès de la paix ne l'aient pas engagé, par de bonnes et vives raisons, à n'en rien faire. Comment croire que l'empereur de Russie ne se fût pas empressé de faire droit à cette requête sentimentale? Mais on ne s'avise jamais de tout.

Londres, le 12 septembre 1849.

Aux Représentants du peuple, FAURE, GREPPO et NADAUD.

Mes chers amis,

J'ai reçu et lu, avec une émotion profonde, la lettre que vous avez bien voulu m'adresser. Je suis fier de votre approbation, je suis heureux de votre concours.

Vous avez raison : les débris du vieux monde : prisons, dépôts de mendicité, bastilles, forteresses, ne tarderont pas à faire place, en dépit de tout, aux mille créations de l'agriculture régénérée et de l'industrie sauvée des fureurs de l'individualisme.

Lorsque, à la veille de Février, nous leur disions : « La République va « venir, la souveraineté du peuple est au moment d'être proclamée, » ils souriaient et hochaient la tête. Or, le lendemain, nous étions en République ; et voilà que, dans la même enceinte où siégent les législateurs du capital, vous, travailleurs, vous représentez aujourd'hui, avec autant de dignité et de hauteur d'esprit que de dévouement, l'idée du travail à couronner, l'idée du prolétariat à détruire !

Que nos adversaires redoublent donc de violences et s'agitent convulsivement : nous n'avons à en être ni étonnés ni troublés. Les convulsions annoncent l'agonie.

Adieu. Croyez à toute mon affection et recevez mon salut fraternel.

LOUIS BLANC.

MOUVEMENT POLITIQUE DU MOIS.

M. le Président voyage ; les représentants du peuple utilisent, du mieux qu'ils peuvent, pour leurs affaires et leurs plaisirs, ces deux longs mois de vacances qu'ils se sont si libéralement octroyé ; les membres de la Commission de permanence quittent de temps en temps leurs châteaux pour venir donner à la politique du ministère leur complaisante approbation.

Pendant ce temps-là :

On fusille dans le grand-duché de Bade ;

On bâtonne, on pille, on fusille en Lombardie ;

On fusille et on pend dans la Hongrie et dans l'Autriche.

A Rome, les *éminences rouges* démolissent pièce à pièce toutes les institutions libérales, rétablissent l'inquisition, les tribunaux ecclésiastiques et tout l'attirail du despotisme clérical ; ils ont supprimé la garde civique. Il faut maintenant, ou que la France se mette à la remorque de la réaction habilement poussée par l'Autriche, ou bien que, donnant un éclatant démenti à sa politique, elle ramène les choses au point où elles étaient avant cette malencontreuse expédition.

Nous n'avons plus d'amis, plus d'alliés. Venise, l'héroïque Venise vient de succomber après une lutte à jamais immortelle. La Hongrie, livrée par Georgey, reprend, pour un temps, les chaînes abhorrées de l'Autriche. L'Allemagne maudit notre lâcheté et nous jette à la face le sang des généreux martyrs qui tombent chaque jour sous les balles prussiennes. Il n'est point un lieu dans l'Europe où le nom français ne soit un objet de haine ou de mépris.

Voilà la situation.

Mais, d'un autre côté, le parti des *honnêtes* peut s'applaudir : la Démocratie a reçu de grands coups ; si les Cosaques ne sont pas loin de nos frontières, la contagion révolutionnaire a du moins été étouffée. C'en est fait de ces Kossuth, de ces Mazzini, de ces Manin, de ces Garibaldi, de tous ces hommes dont les grandes actions et les grands courages faisaient si pitoyablement ressortir le néant de ceux qui nous gouvernent. La presse *honnête* peut entonner son *Te Deum :* le bruit du canon a cessé dans toute l'Europe ; on n'entend

plus que le bruit du knout et le sifflement de la hache qui s'abaisse sur les vaincus. Tout se tait... jusqu'au jour où les nationalités comprimées, mais non détruites, se relèveront avec une nouvelle énergie ; jusqu'au jour où le sang des victimes aura créé des vengeurs à la liberté !

Croyez-vous qu'il soit si facile de violer le droit des Peuples et les règles de la justice éternelle? Nous sommes les maîtres à Rome ; nous y sommes établis aussi solidement, et d'une manière aussi légitime que les Autrichiens le sont à Milan, et les Cosaques dans la Pologne. Il semblerait qu'il n'y a plus qu'à ramener le pape en procession solennelle. Mais non, voilà de nouvelles complications qui surgissent, et toute la question est remise en jeu.

Il est aujourd'hui parfaitement établi que le ministère mentait quand il promettait sur l'honneur de respecter la liberté romaine; il est établi que la proclamation par laquelle le général Oudinot s'annonçait comme un ami de la République, n'était qu'un piége indigne, tendu à la bonne foi des Romains. Les débats relatifs à la mission de M. Lesseps, tout dernièrement encore, les termes mêmes de la lettre du président n'ont laissé aucun doute possible à cet égard. Convaincu de mensonge et de perfidie, le ministère s'était rabattu sur la nécessité de maintenir notre influence en Italie et d'y contrebalancer celle de l'Autriche. Or, tout ce qui se passe à Rome montre de la manière la plus claire, que, dans les conseils du pape, l'Autriche est seule et unique maîtresse, seule et unique inspiratrice, que sa politique seule est suivie au détriment de la nôtre, et qu'on n'attend que le départ d'alliés incommodes pour faire entrer les Etats romains dans le système gouvernemental qui pèse maintenant, grâce à nous, sur tout le reste de la Péninsule.

La lettre du président a initié le public aux embarras du ministère ; elle n'a pas indiqué de solution.

On a paru se préoccuper du caractère de personnalité qu'offrait cette lettre, détail puéril en présence d'une situation aussi grave. Une personnalité est à craindre quand elle représente un grand caractère, une popularité toute-puissante. Dépouillée de ce prestige, ses expansions ne seraient plus que des fanfaronnades plus ou moins ridicules.

Attacherons-nous une bien grande importance à l'espèce de scission qui s'est manifestée au sein du ministère? Tous ces messieurs sont également convaincus de l'impossibilité d'un régime républicain, d'une politique, d'une diplomatie républicaines. Mais il y a une question de temps sur laquelle on n'est pas d'accord : les uns veulent couper au plus court; les autres s'en reposent sur les événements ; les uns sont plus fougueux, plus audacieux ; les autres se croient plus d'habileté et de prudence. En attendant, les complications peuvent venir ; la politique du ministère est assez connue pour qu'on n'ait pas à redouter des coups de tête : il y a longtemps que nous avons passé sous les fourches caudines.

La France ne se laissera plus prendre à ces vieilles roueries parlementaires. Elle voit aujourd'hui marchant sous le même drapeau MM. Thiers, Molé, Dufaure, Montalembert, Odilon Barrot, tous ces soi-disant chefs de parti, qui,

Nous avons supprimé sur la liste que nous publions dans le présent numéro les noms de plusieurs associations sur lesquelles nous n'avons pas reçu des renseignements assez précis.

Nous accueillerons avec empressement les rectifications qui nous seront présentées. Elles seront reçues au bureau du journal, 102, rue Richelieu, tous les jeudis de deux à quatre heures.

LISTE DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES.

Arçonniers, rue des Petits-Hôtels, 23.
Billardiers, rue du Faubourg Saint-Denis, 34.
Blanchisseurs-Apprêteurs d'étoffes, quai de la Gare d'Ivry, 32.
Blanchisseuses, rue Folie-Méricourt, 55.
— rue Croulebarbe.
Bouchers, Grande-Rue, à la Chapelle-Saint-Denis, 68.
— rue Saint-Martin, 170.
Boulangers, rue Vincent, à Belleville.
— rue de la Glacière, 32.
Boutonniers en métal, rue Fontaine-au-Roi, 20.
Bonnetiers, passage Holzbacher, rue des Trois-Bornes, 19, et rue Fontaine-au-Roi, 36.
Brossiers, rue de Bondy, 76.
Chapeliers, (soc. frater.), rue des Trois-Pavillons, 5.
— place de la Bourse (maison Aubert).
— (société égalitaire), boulev. St-Denis, 4.
Charpentiers, boulevard Beaumarchais, 42.
Chaussonniers, rue Jean-l'Épine, 11.
Cloutiers, rue Château-Landon, 6 (faub. St-Martin).
Coiffeurs, rue des Gravilliers, 18 — Rue de la Montagne-Ste-Geneviève, 6. — Rue Jean-Robert, 22. — Rue Saint-Denis, 278. — Rue Cadet, 2. — Rue Saint-Honoré, 87. — Rue Ménilmontant, 18. — Grande-Rue de la Chapelle, 69. — Rue Saint-Honoré, 188. — Rue de la Nation, 19, à Montmartre.
Cordonniers, place du Louvre, 26. — Rue Bailleul, 6. — Rue du Faubourg-Saint-Denis, 15. — Rue de la Réal, 6. — La Famille, rue Rambuteau, 57.
Cordonniers et Corroyeurs, rue du Cadran, 23.
Corroyeurs, rue de la Terrasse, 40, à Monceaux. Dépôt, rue du Renard-Saint-Sauveur, 6.
Corsetières, rue Saint-Honoré, 145.
Couteliers, fabricants d'instruments de chirurgie, 6, place de l'École-de-Médecine.
Cuisiniers, barrière du Maine, 36. — Rue Simon-le-Franc, 19. — Barrière Pigale, 36. — Barrière des Amandiers, 4. — Barrière des Trois-Couronnes, 34. — Rue des Fossés-St-Germain-l'Auxerrois. — Rue du Temple. — Rue des Poissonniers, 40, barrière Poissonnière. — Impasse des Couronnes, 6, à la Chapelle. — Chaussée Clignancourt, 30, à Montmartre. — Rue de Clamart, 6, à Châtillon.
Dessinateurs sur étoffes, boulevard Poissonnière, 14.
Dessinateurs pour cachemires.
Ébénistes, rue Charonne, 7 (cour St-Joseph).
Ébénistes en fauteuils, r. de Charonne, 7 (c. St-Joseph).
Écrivains-Autographes, rue Villedo, 15.
Epiciers, rue du Cadran, 7.
— rue du Faubourg-Saint-Antoine, 102.
Ferblantiers, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24.
Fondeurs en fer, rue Neuve-Saint-Etienne-St-M., 4.
Formiers, rue du Cadran, 12.
Graveurs, rue des Vieux-Augustins, 64.
Graveurs sur bois (assoc. fratern.), pour l'illustration typographique, rue Bertin-Poirée.
Horlogers, rue de Berry, 8.
Imprimeurs-Typographes, rue de Seine, 32.
— rue Montmartre, 154.
— rue Gaillon, 34.
Imprimeurs-Lithographes, passage du Caire.
Limes (ouvriers en), rue Phélipeaux, 27, passage de la Marmite.
Lingères, rue de la Corderie-Saint-Honoré, 7.
— rue du Faubourg-Saint-Denis, 35.
— rue Richelieu, 44.
Lits et Meubles en fer (fabricants de), rue Dupetit-Thouars, cité Boufflers, 5.
Lunetiers, rue Saint-Martin, 180, entrée rue Jean-Robert, 28.
Maçons et Tailleurs de pierre, r. Geoffroi-Lasnier, 11.
Marbriers, rue Fontaine-Saint-Georges, 46.
Mécaniciens, rue de Charonne, 74, faub. St-Antoine.
— rue des Ecluses-Saint-Martin.
Mégissiers, rue Saint-Hippolyte, 13 (faub. St-Marcel).
Menuisiers, rue de Babylone.
— rue de Sèvres.
— rue Gessaint, à la Chapelle.
Orfévres, rue de Lancry, 11.
Passementiers, rue Neuve-Chabrol, 11.
Paveurs, rue de Chabrol, 16.
Peignes de corne et en écaille (ouvriers en), rue Grenétat, 4.
Peintres en Batiment, rue des Arcis, 52.
— rue Labruyère, 10.
Pharmacie, droguerie, herboristerie, r. Constantine, 26.
— — — r. du Temple, 55.
Poeliers-Fumistes, rue Maubuée, 11.
Potiers de terre, rue Copeau, 39.
Registres et papeterie (fabric. de), r. Montmorency, 1.
Rouennerie (blouses et pantalons de travail), rue du Faubourg-Saint-Antoine, 45.
Selliers, rue Neuve-Fontaine-Saint-Georges, 9.
Tailleurs, rue du Faubourg-Saint-Denis, 23.
Tapissiers, rue Charonne, 7 (cour Saint-Joseph).
Teintures en soie, rue de la Calandre, 20.
Tourneurs en chaises, rue Amelot, 64.
Voitures (ouvr. en), rue de Lille, 8, à la Gr.-Villette.
Vins (marchands de), rue Jean-Robert, 8.
— rue de Poitou, 36.
— rue Saint-Victor, 118.

Chaque mois, le NOUVEAU MONDE publiera la liste des associations ouvrières de Paris et de la Province.

Pour éviter de donner place, dans nos colonnes, à des associations fondées en dehors des principes socialistes et dans un but déguisé d'exploitation de l'homme par l'homme, nous n'annoncerons que les sociétés ouvrières reconnues par le comité des délégués du Luxembourg.